

# RURAL CONNECTIONS

LE MAGAZINE DU DÉVELOPPEMENT RURAL EUROPÉEN

ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

- **TRAVAIL THÉMATIQUE SUR LES ENTREPRISES RURALES**
- **DE NOUVEAUX OUTILS INTERACTIFS POUR LES GAL**
- **COMMUNICATION SUR L'AVENIR DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE**

QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

- **LEADER PEUT-IL CATALYSER LA CONNECTIVITÉ DANS LES ZONES RURALES ?**
- **LA CHINE S'OUVRE À LA COOPÉRATION RURALE**
- **INAUGURATION DU PARLEMENT EUROPÉEN DE LA JEUNESSE RURALE**

À LA UNE...

## LE TEST RURAL



### LE TEST RURAL

- Quel impact sur les zones rurales?
- Quelle est l'échelle de l'impact?
- Comment adapter les politiques pour les zones rurales?

## Le Réseau européen de développement rural

Le Réseau européen de développement rural (REDR) est la plateforme qui met en relation les acteurs du développement rural au sein de l'Union européenne (UE). Le REDR contribue à la mise en œuvre efficace des programmes de développement rural (PDR) des États membres en favorisant l'enrichissement et la mise en commun des connaissances, ainsi qu'en facilitant l'échange d'informations et la coopération à travers l'Europe rurale.

Chaque État membre a mis en place un Réseau rural national (RRN) qui réunit les organisations et les administrations actives dans le développement rural. À l'échelon de l'UE, le REDR soutient la mise en réseau de ces RRN, des administrations nationales et des organisations européennes.

Plus d'informations sur le *site web du REDR*  
(<https://enrd.ec.europa.eu/fr>)

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses  
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne***

**Numéro gratuit (\*):  
00 800 6 7 8 9 10 11**

(\* Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits  
(sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques)

**Directeur de la publication:** Neda Skakelj, chef d'unité, direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne.

**Rédacteur en chef:** Derek McGlynn, chargé des publications, Point de contact du REDR

Texte manuscrit finalisé en novembre 2017. Version originale rédigée en anglais.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur internet, via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2017

ISBN 978-92-79-73922-4 - ISSN 2443-7336 - doi:10.2762/839658 (print)

ISBN 978-92-79-73921-7 - ISSN 2443-7395 - doi:10.2762/022499 (web)

© Union européenne, 2017

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement l'opinion des institutions de l'Union européenne.

Le contenu de la publication est donné uniquement à titre d'information et n'est pas juridiquement contraignant.

*Imprimé par l'Imprimerie Centrale s.a. à Luxembourg*

IMPRIMÉ SUR DU PAPIER BLANCHI SANS CHLORE (ECF)

Vous pouvez également commander gratuitement un exemplaire papier sur le site internet de la librairie de l'UE –

<http://bookshop.europa.eu> – ou en envoyant une demande à [info@enrd.eu](mailto:info@enrd.eu)

### Remerciements

Auteurs: Åris Ådler, Christell Åström, Marie Clotteau, Guillaume Cros, Jan Dröge, Gaya Ducceschi, Teodor Dosa, Phil Hogan, Anja Hjelseth, Elena Maccioni, Julie Mariën, Derek McGlynn, Helene Moraut, Lauren Mosdale, Andrew Moxey, Thomas Norrby, Edina Ocsko, Veneta Paneva, Imber Råbock, Petri Rinne, Anita Seļicka, Paul Soto, Myles Stiffler, Ina Van Hoye, Taina Väre.

Mise en page: Benoit Goossens, Alexandre Mitraros, Nadine Schwirtz (Tipik)

Photo de couverture © Paysage de Pexels et porte-bloc de Freepik/Whatwolf

# SOMMAIRE

## 3 ÉDITORIAL

## ACTUALITÉS & MISES À JOUR

### ACTUALITÉS DU REDR

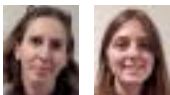
- 4 L'inclusion sociale et l'innovation à l'agenda des RRN
- 4 Établir un lien entre Natura 2000 et les PDR
- 5 Résumés des priorités et des zones d'intervention du développement rural
- 5 Changements dans l'équipe du Point de contact du REDR
- 6 Travail thématique sur les entreprises rurales
- 7 Une nouvelle déclaration pour les zones rurales
- 8 De nouveaux outils interactifs pour les GAL
- 10 Nouvelles du helpdesk évaluation

### ACTUALITÉS DE L'UE

- 11 Nouvelles du PEI-AGRI
- 12 Communication sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture
- 13 Les jeunes agriculteurs européens sur le devant de la scène
- 13 Guides et publications de l'UE

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

- 14 Aider les zones montagneuses à offrir des services écosystémiques  
**Marie Clotteau et Lauren Mosdale**
- 15 LEADER peut-il catalyser la connectivité dans les zones rurales ?  
**Jan Dröge**
- 18 La Chine s'ouvre à la coopération rurale  
**Petri Rinne**
- 20 Un sommet réunit des acteurs dynamiques de l'innovation agricole  
**Edina Ocsko**







## 22 La plateforme de connaissances sur l'agriculture familiale de la FAO

Équipe de la FFKP



## 23 Dingues d'agriculture

Julie Mariën



## 24 Inauguration du Parlement européen de la jeunesse rurale

Āris Ādlers



24

## À LA UNE... LE TEST RURAL

### INTRODUCTION

#### 26 Le test rural, clé du développement rural ?



### INTERVIEW

#### 27 Phil Hogan

### LE POINT DE VUE DU RÉSEAU

#### 29 Les RRN peuvent être un moteur pour le test rural

### REPORTAGE

#### 30 Le chemin long et sinueux vers le test rural



### OPINION

#### 34 Guillaume Cros

### REPORTAGE

#### 36 La vision nordique : réflexions avant et après le test rural



30



36

## 39 OUVRAGES & PUBLICATIONS



## ÉDITORIAL



Pendant que nous rédigeons cette édition automnale du magazine Rural Connections, il était difficile d'éviter la métaphore de la récolte. Nous avons certainement une belle moisson d'histoires dans laquelle piocher.

Nous examinons en détail une graine plantée il y a un certain temps dans notre section «**À la une... Le test rural**» (pp. 26-38). Un an après la Déclaration de Cork 2.0, nous pensons qu'il était temps d'examiner plus en détail la notion de «test rural» (*rural proofing*).

Ce concept mis en évidence dans la déclaration est déjà bien connu de certains et devrait s'implanter dans de nombreux autres endroits. Nous examinons l'approche adoptée par le Royaume-Uni et les pays nordiques, et le commissaire à l'agriculture et au développement rural, Phil Hogan, ainsi que le rapporteur du Comité européen des régions, Guillaume Cros, nous présentent en exclusivité leur vision pour la prévention en faveur des zones rurales – un mécanisme que tous deux jugent essentiel pour l'avenir du développement rural.

Comme d'habitude, nous avons pris contact avec toute une série d'acteurs du réseau pour notre section «**Questions rurales, perspectives rurales**» (pp. 14-25). Une idée qui continue à se développer est celle de LEADER. Nous découvrons une mission de GAL en Chine et la coopération qui en découlera. Le niveau de pouvoir local est au cœur des initiatives de haut débit en zone rurale menées par des acteurs locaux, qui font l'objet d'un autre article. Nous présentons également une initiative de GAL qui s'attaque aux problèmes de santé mentale dans les zones rurales. Au-delà du niveau local, nous présentons aussi l'important sommet de l'innovation agricole (AIS) important organisé à Lisbonne, le projet de recherche PEGASUS, le premier Parlement européen de la jeunesse rurale ainsi qu'une plateforme globale de connaissances sur l'agriculture familiale gérée par la FAO.

Nos traditionnelles «**Actualités et mises à jour**» (pp. 4-13) donnent des détails sur la communication sur la PAC concernant l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture, les dernières réunions des RRN et les travaux du REDR sur le soutien aux entreprises rurales. De plus, nous présentons les lignes directrices du Helpdesk Évaluation européen pour l'évaluation de LEADER/ CLLD, et le Point de service du PEI-AGRI relate une histoire passionnante sur l'utilisation des technologies numériques.

Nous espérons que cette récolte d'histoires apportera l'inspiration et les idées nécessaires pour affronter la prochaine saison hivernale. Qui sait ? Les idées formulées aujourd'hui pourraient grandir et devenir les réussites du développement rural de demain. Et quand ce sera le cas, nous serons soucieux de connaître tous les détails pour pouvoir ensuite les partager avec le réseau.

**Derek McGlynn**

Responsable des publications, PC du REDR  
editor@enrd.eu

## ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

**ACTUALITÉS DU REDR**

## L'inclusion sociale et l'innovation à l'agenda des RRN

La 9<sup>e</sup> réunion des réseaux ruraux nationaux (RRN) pour la période 2014-2020 s'est déroulée du 15 au 17 novembre 2017 à Nicosie, Chypre. Des représentants des unités de soutien du réseau (USR), des groupes d'action locale (GAL) et des organisations européennes se sont réunis pour discuter des moyens de soutenir l'inclusion sociale dans les zones rurales. Plus spécifiquement, les participants ont identifié des pratiques innovantes et étudié comment améliorer la contribution des programmes de développement rural (PDR) aux objectifs d'inclusion sociale.

En outre, les RRN ont abordé la participation aux activités sur le travail thématique, la collecte de bonnes pratiques et, à la suite de la réunion des



© ENRD CP, 2017

RRN précédente, des méthodes pour lancer des outils de mise en réseau innovants avec et via le REDR.

La 8<sup>e</sup> réunion des RRN (26-28 juin 2017), qui s'est tenue dans la région de Jyväskylä, en Finlande, a étudié de nouveaux outils de mise en réseau et des méthodes pour appuyer la mise en

œuvre de la Déclaration de Cork 2.0 dans le cadre du déploiement des PDR.

Cette réunion a eu recours à la méthodologie « Innovation Camp » pour élaborer de nouvelles idées sur les thèmes de l'innovation, des communications, de la simplification et du test rural, afin de faire progresser le travail des réseaux ruraux.

## Le groupe de pilotage des réseaux ruraux européens

Le groupe de pilotage des réseaux du REDR et du PEI-AGRI s'est réuni en mai 2017 et une nouvelle fois en octobre 2017.

Pendant la réunion de mai, il a discuté, formulé des propositions relatives aux activités de renforcement des capacités ainsi qu'au travail thématique du Point de contact du REDR. Il a également fait le point sur les futurs travaux du Helpdesk Évaluation et de l'unité de soutien du PEI-AGRI.

La réunion d'octobre s'est concentrée sur les résultats de l'auto-évaluation des réseaux ruraux et a analysé les implications de ces conclusions pour les futurs travaux des réseaux.

## Établir un lien entre Natura 2000 et les PDR

Un atelier du REDR organisé en septembre 2017 a exploré des méthodes pour développer les complémentarités entre Natura 2000 et les PDR à travers les échanges d'expériences et les exemples de bonnes pratiques provenant de toute l'Europe. Cet événement était organisé conjointement par le Point de contact du REDR et les directions générales de l'agriculture et du développement rural (DG AGRI) et de l'environnement (DG ENV) de la Commission européenne.

Les discussions ont mis en évidence que les mesures des PDR liées à la priorité n° 4 en matière de développement rural (« Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes ») peuvent être utilisées efficacement à des fins de préservation de la nature.

 POUR EN SAVOIR PLUS

Les résultats et les présentations de tous les événements sont disponibles : [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/past\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/past_fr)  
Tous les contenus relatifs aux RRN se trouvent : [https://enrd.ec.europa.eu/networking\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/networking_fr)



## ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

## Travail thématique sur les entreprises rurales

Le travail thématique du REDR sur les entreprises rurales a fourni un ensemble de réalisations utiles sur les façons permettant de soutenir l'entrepreneuriat rural afin d'améliorer l'accès à de nouveaux marchés et de développer de nouvelles formes d'entreprises rurales prospères, aussi bien au niveau des exploitations qu'à l'extérieur.

Le travail sur ce thème a inclus les principaux éléments suivants : des réunions du groupe thématique (GT) composé de divers représentants des parties prenantes, une édition de la brochure des projets du FEADER et de la Revue rurale de l'UE et un séminaire européen.

**LA BROCHURE DES PROJETS DU FEADER SUR L'« APPUI AUX ENTREPRISES RURALES »**

Cette édition étudie la façon dont les financements des PDR – cofinancés par le FEADER – ont servi non seulement à soutenir des entreprises individuelles, mais aussi à instaurer le type d'environnement favorable permettant aux entreprises de prospérer dans les zones rurales.

Les projets mettent en exergue des exemples inspirants de méthodes en vue d'offrir des conseils, des formations et des possibilités de mise en réseau aux entreprises rurales, ainsi que des investissements ciblés dans les infrastructures numériques et physiques dont les entreprises rurales ont besoin, aussi bien au niveau des exploitations que dans d'autres secteurs d'activités rurales.

**LA REVUE RURALE DE L'UE N° 24 – « RÉINVENTER LES POSSIBILITÉS OFFERTES AUX ENTREPRISES RURALES »**

Le n° 24 de la Revue rurale de l'UE s'intéresse à certaines des dernières réflexions et pratiques en date concernant les façons de soutenir l'entrepreneuriat rural afin de tirer parti des nouvelles opportunités et du potentiel latent et de développer ainsi de nouvelles formes d'entreprises prospères.

Il présente un aperçu des nouvelles opportunités qui se présentent dans des secteurs allant des biotechnologies à l'économie et des possibilités créées par

les nouvelles technologies de l'information à l'évolution de la demande des consommateurs. Enfin, ce numéro cherche à déterminer comment les PDR pourraient être déployés de manière stratégique pour tirer parti de ces opportunités.

**AUTRES RÉALISATIONS THÉMATIQUES**

Parmi les autres réalisations du groupe thématique figurent notamment :

- des études de cas pratiques portant sur des expériences réussies avec des accélérateurs d'entreprises rurales, des initiatives communautaires de haut débit et des plateformes numériques rurales ;
- l'analyse du soutien apporté par les PDR aux entreprises rurales en 2014-2020 ;
- des fiches d'information sur l'innovation sociale et l'entrepreneuriat, le soutien intelligent des PDR, les plateformes numériques et les accélérateurs ;
- la fiche d'information résumée et le rapport final du groupe thématique.

**SÉMINAIRE DU REDR**

Un séminaire du REDR sur l'« Innovation entrepreneuriale au service de la revitalisation des zones rurales » a rassemblé plus de 150 acteurs à Bruxelles le 30 mars 2017. Cet événement a examiné une série de politiques et d'outils européens en faveur de l'innovation entrepreneuriale, comme la numérisation, la spécialisation intelligente et l'innovation sociale. Il a présenté des exemples inspirants d'innovation entrepreneuriale rurale et a étudié des pistes pour soutenir et développer de telles initiatives à travers les PDR.

**POUR EN SAVOIR PLUS**

Visitez la page consacrée aux entreprises rurales du REDR : [https://enrd.ec.europa.eu/thematic-work/smart-and-competitive-rural-areas/rural-businesses\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/thematic-work/smart-and-competitive-rural-areas/rural-businesses_fr)



## ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

## Nouveau travail thématique du REDR

Le Point de contact du REDR a lancé deux nouveaux groupes thématiques (GT) qui travailleront de septembre 2017 à juillet 2018 pour explorer des façons d'améliorer l'efficacité du soutien des PDR en faveur des «villages intelligents» et de la «gestion durable de l'eau et des sols». Les deux premières réunions de ces GT ont eu lieu en octobre et en décembre 2017, respectivement.

Ces groupes incluent des parties prenantes intéressées et contribuent à la réalisation des priorités thématiques plus larges du REDR concernant les «Zones rurales intelligentes et compétitives» et l'«Écologisation de l'économie rurale».

Un troisième axe thématique continuera à étudier la question des «changements démographiques et de l'inclusion sociale dans

les zones rurales», avec un atelier sur le sujet organisé à Chypre le 16 novembre 2017 et un autre prévu au printemps 2018.

Les progrès et les résultats de ces travaux seront publiés au fur et à mesure sur les pages consacrées à ces sujets dans la section «Travail Thématique du REDR» du site web du REDR.

## Une nouvelle déclaration pour les zones rurales

Le troisième Parlement rural européen (qui s'est déroulé du 18 au 21 octobre 2017 à Venhorst, aux Pays-Bas) a abouti à la Déclaration de Venhorst, qui appelle «les citoyens et les décideurs politiques à soutenir la vitalité des zones rurales et à s'assurer que les politiques et programmes généraux tiennent compte du facteur rural».

Plus de 250 participants représentant des communautés rurales de 40 pays européens ont plaidé en faveur de la création de communautés rurales durables et d'une nouvelle ère de développement de type ascendant par les voies suivantes :

- amélioration des infrastructures, des services et de la connectivité ;
- lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ;
- renforcement des économies locales ;
- accueil de nouvelles personnes dans la communauté ;
- aide à la jeunesse rurale ;
- soutien des initiatives de développement local ;
- création d'un fonds unique pour le développement local mené par les acteurs locaux (CLLD), combinant des contributions financières de tous les fonds d'investissement structurels européens.

La déclaration et un document complémentaire comprenant des propositions détaillées sur tous les thèmes énoncés ci-dessus devraient alimenter les débats en cours sur les programmes et les fonds de l'UE pour l'après-2020.



## POUR EN SAVOIR PLUS

Visitez le site web du Parlement rural européen pour trouver tous les documents pertinents :  
<http://europeanruralparliament.com>

## Du nouveau matériel LEADER/CLLD

**UN GUIDE SUR LA COOPÉRATION TRANSNATIONALE LEADER**

Un guide du REDR mis à jour ainsi que des outils pratiques offrent un aperçu étape par étape des différents stades d'un projet de coopération : de l'idée de projet à l'évaluation et la communication, en passant par la mise en œuvre.

Cette documentation aborde des thèmes tels que l'identification des possibilités de coopération transnationale (CTN), les critères de sélection, les structures de coopération légales et les actions préparatoires, et fournit des synthèses des règles et des orientations de l'UE pertinentes.

**FICHES D'INFORMATION SUR LA COOPÉRATION**

Comment la coopération LEADER/CLLD fonctionne-t-elle dans les différents pays et régions de l'Europe ? Découvrez les règles et les procédures en vigueur dans les fiches d'information du REDR à ce sujet.

## POUR EN SAVOIR PLUS

Tous ces documents sont disponibles sur la page web consacrée à la coopération LEADER :  
[https://enrd.ec.europa.eu/leader-clld/leader-cooperation\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/leader-clld/leader-cooperation_fr)

# De nouveaux outils interactifs pour les GAL

pour une mise en réseau et une coopération efficaces entre les groupes d'action locale (GAL)

La base de données des GAL est élargie en permanence pour y inclure les coordonnées des groupes locaux intervenant au titre du Fonds pour le développement rural, du Fonds européen pour la pêche, du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen.

**LAG Database**

Search in the LAG Database

Total results: 33.

Country	LAG name	Main ESIF Fund	Additional Funds	ESIF Programme
Belgium	GAL Pays des tiges et chavées	EAFRD	EMFF	Rural Development Programme - Wallonia
Belgium	GAL Condroz-Famenne	EAFRD		Rural Development Programme - Wallonia
Belgium	GAL Entre Sambre et Meuse	EAFRD		Rural Development Programme - Wallonia
Belgium	Parc Naturel des Plaines de l'Escaut	EAFRD	ESF	Rural Development Programme - Wallonia
Belgium	GAL Ardenne Méridionale	EAFRD		Rural Development Programme - Wallonia
Belgium	GAL Pays des Condruses	EAFRD	ERDF	Rural Development Programme - Wallonia
Belgium	Pays de Herve asbl	EAFRD		Rural Development Programme - Wallonia
Belgium	GAL Pays de l'Ourthe	EAFRD		Rural Development Programme - Wallonia
Belgium	GAL 100 Villages	EAFRD		Rural Development Programme - Wallonia

**CURRENT SEARCH**

32 LAGs found

- Belgium
- European Agricultural Fund for Rural Development (EAFRD)

Clear filters

**Country**

- Belgium
- Austria 92
- Bulgaria 62
- Croatia 54
- Cyprus 4

Show more

**ESIF Fund**

- European Agricultural Fund for Rural Development (EAFRD)

**ESIF Programme**

- EAFRD 32
- Belgium 32
- Rural Development Programme -

Parcourez les centaines de GAL répartis dans toute l'Europe

Chaque GAL possède son **propre profil en ligne**, qui comprend :

- ses coordonnées ;
- des informations sur le territoire, la stratégie et le financement du GAL ;
- des domaines d'intérêt pour les offres de projet et de coopération.

**LAG Profile**

**GAL 100 Villages**

LAG code: 81-001  
Country: Belgium  
Main ESIF Fund: European Agricultural Fund for Rural Development (EAFRD)  
ESIF Programme: Rural Development Programme - Wallonia

**Contact information**

LAG email: leader@wlg.be  
LAG manager: Gilbert Kuiper  
LAG manager email: gilbert.kuiper@wlg.be  
Address: Hauptstrabe 34 4790 - 4790 Saine-Vem Belgium

**Additional information**

**LAG Funding**

**Cooperation details**

Interested in future CLLD Cooperation?  
Looking for a partner? Yes  
Themes of interest for cooperation activities: Innovation, R&D  
Contact Name: Mr. John Doe  
jo@ndoe@cpwienburgenland.co.uk

**Cooperation offers**

- Training Course Agro youth
- Historical Sites in Sackville pr
- Franz Liszt network

Les responsables des GAL peuvent mettre à jour eux-mêmes les informations figurant sur leur profil !

Un outil de recherche de partenaires CLLD associé permet de regrouper les offres de coopération et d'aider les GAL à chercher et à trouver des partenaires de projet potentiels.



Cherchez des offres de coopération et trouvez des partenaires de projet dans l'ensemble de l'Europe

**Cooperation Offer**

**Offer name:** Sustainable Rural Development

**Expiry date:** 01/06/2018

**Offering LAG:** GAL Pays Ouest Charente - Pays du Cognac

**Country:** France

**Spoken languages:** English - French

---

**Looking for**

**Type of partner:** Any EU area that have a production of wine or spirits.

**Country(ies):** European Union

**Type of area:** Inland, Lakes & rivers, Coastal, Mountainous, Peri-Urban, Urban, Small town, Historic centre, Segregiated/deprived neighbourhood, Rural, Mediterranean, Atlantic

**Assets of the area:** High Nature Value, Cropland, Industry, Presence of relevant cultural sites, Protected areas

**Contact this LAG \***

Your organisation \*

Your email \*

Message \*

\* The information you provide will be directly forwarded to the LAG contact person.

Chaque offre de coopération inclut une description de l'idée de projet et du type de partenaire recherché.

**Si une offre vous intéresse, vous pouvez contacter directement le GAL qui l'a placée en ligne !**

Les responsables des GAL peuvent créer eux-mêmes des offres de coopération et les mettre en ligne !

## ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

**NOUVELLES DU HELPDESK  
ÉVALUATION**

## Soutenir l'évaluation de LEADER/CLLD



La période de programmation 2014-2020 a introduit la possibilité d'intégrer de façon flexible LEADER/CLLD dans les PDR, ainsi que de nouvelles exigences en matière de suivi et d'évaluation, qui compliquent l'évaluation correcte des effets de LEADER/CLLD aux niveaux européen, national, régional et local.

Ces exigences comprennent le respect de tâches d'évaluation, comme l'évaluation des contributions primaires et secondaires de LEADER/CLLD à la réalisation des objectifs de politique, des résultats et des impacts des PDR, ainsi que le suivi et l'évaluation des stratégies de CLLD.

C'est pour cette raison que le Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural a publié un document d'orientation complet et non contraignant, intitulé « Lignes directrices : Évaluation de LEADER/CLLD », afin d'aider les parties prenantes à évaluer, mais aussi à rendre compte des interventions de LEADER/CLLD. Ces lignes directrices se concentrent exclusivement sur les stratégies de CLLD financées par le FEADER, c'est-à-dire sur les GAL financés uniquement par le FEADER. Elles fournissent des conseils pratiques pour préparer et réaliser l'évaluation de LEADER/CLLD dans le cadre de l'évaluation du PDR ou lors d'une évaluation/auto-évaluation menée au niveau local.

**UNE APPROCHE MULTI-NIVEAUX**

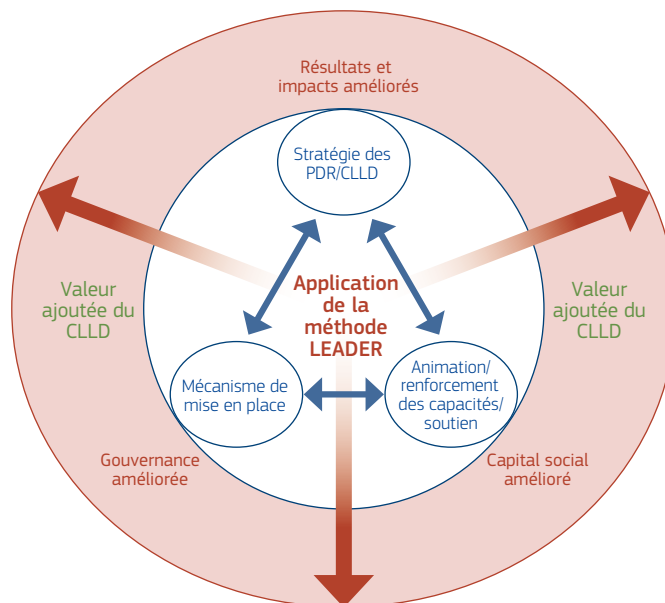
Ces lignes directrices sont uniques parce qu'elles offrent des informations pratiques pour aborder LEADER/CLLD à la fois au niveau des PDR et au niveau local. Les lecteurs y trouveront une explication du cycle d'évaluation au niveau des PDR, qui indique comment évaluer les contributions de LEADER/CLLD à la réalisation des objectifs au niveau national et au niveau des PDR. De plus, des recommandations à destination des GAL sur la marche à suivre pour mettre en place des activités d'évaluation non obligatoires ou une auto-évaluation au niveau local sont également fournies. Le document donne aussi des informations supplémentaires sur la façon dont les autorités de gestion, les réseaux ruraux nationaux et d'autres parties prenantes peuvent offrir une aide aux GAL dans ce cadre.

**LA VALEUR AJOUTÉE DE LEADER/CLLD**

La valeur ajoutée de LEADER/CLLD réside dans sa capacité – lorsque son approche est correctement mise en œuvre – à améliorer le capital social, la gouvernance, les résultats et l'impact (Illustration 1). Il n'est pas facile d'évaluer cette valeur ajoutée. Pour la toute première fois, ces lignes directrices fournissent un cadre conceptuel complet pour identifier et évaluer la valeur ajoutée de LEADER/CLLD dans les PDR<sup>(1)</sup>.

Les **Lignes directrices : Évaluation de LEADER/CLLD** sont disponibles dans toutes les langues officielles de l'UE dans la bibliothèque électronique du Helpdesk Évaluation.

Figure 1: Valeur ajoutée de LEADER/CLLD

**i POUR EN SAVOIR PLUS**

[https://enrd.ec.europa.eu/evaluation\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/evaluation_fr)

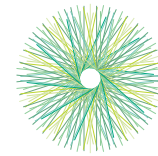
Lignes directrices pour les évaluations de LEADER/CLLD :  
[https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/evaluation-leaderclld\\_en?pk\\_campaign=TWG3&pk\\_kwd=LEADER,%20CLLD](https://enrd.ec.europa.eu/evaluation/publications/evaluation-leaderclld_en?pk_campaign=TWG3&pk_kwd=LEADER,%20CLLD)

(1) L'évaluation de la valeur ajoutée de LEADER/CLLD n'est pas obligatoire, mais elle est très utile. Elle permet de mieux comprendre ce que le FEADER produit – s'il est mis en œuvre via la méthode LEADER – en plus des effets générés par la mise en œuvre standard des mesures de développement rural.



ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

## NOUVELLES DU PEI-AGRI

eip-agri  
AGRICULTURE & INNOVATION

### Influencer l'(la) (r)évolution numérique dans l'agriculture

Les technologies numériques aident les agriculteurs européens à produire des aliments sûrs, durables et de qualité. Bon nombre de producteurs ont déjà recours à des technologies numériques comme les smartphones, les détecteurs placés sur le terrain ou les drones, notamment pour mesurer l'état des sols à distance, pour améliorer la gestion de l'eau et pour surveiller le bétail et les cultures. L'analyse des données peut fournir des informations sur l'évolution probable des modèles de culture ou de la santé et du bien-être des animaux, qui permettent aux agriculteurs de planifier en conséquence et d'améliorer leur efficacité.

Le Dr Gabor Salyi, agriculteur et vétérinaire hongrois, est l'un des nombreux innovateurs européens qui ont compris comment un outil intelligent pour l'élevage de précision pouvait les aider à relever les défis rencontrés.

Il utilise un outil d'élevage de précision conçu par une entreprise hongroise, qui permet de suivre en temps réel l'état du

rumen des troupeaux de bœufs et de vaches laitières en vérifiant le pH et la température. Cet outil l'informe du niveau de pH du rumen permettant d'optimiser la production laitière, la qualité et la santé du troupeau et donne un feedback sur la gestion de l'alimentation et de l'exploitation.

Toutes les 10 minutes, un bolus de 13 cm enregistre le pH et la température à l'intérieur du rumen des bovins. Les données recueillies auprès des troupeaux dans différents pays du monde sont stockées dans le cloud, afin de créer une valeur ajoutée pour les agriculteurs. Comme l'explique le Dr Salyi, avec le concepteur de cet outil, « nous avons testé

le système pour acquérir de l'expérience et déterminer ainsi comment les données obtenues peuvent contribuer à détecter et à prévenir les défauts des techniques d'alimentation et de gestion. »

L'outil convertit les données brutes en alertes automatisées pour les agriculteurs. « Avec cet outil, il est possible de détecter rapidement les cas d'acidose ruminale subaiguë, et même de prévenir cette maladie », ajoute le Dr Salyi. En sa qualité de conseiller spécialiste, il collabore désormais avec cinq exploitations agricoles hongroises et une université pour réduire l'incidence de cette maladie dans l'élevage laitier et améliorer ainsi la productivité des exploitations laitières hongroises.

#### POUR EN SAVOIR PLUS

Vous trouverez des informations complémentaires et des exemples inspirants dans la brochure du PEI-AGRI sur ce thème : <https://ec.europa.eu/eip/agriculture/en/publications/eip-agri-brochure-shaping-digital-revolution>



### Des pistes de réflexion innovantes

La **newsletter numérique mensuelle du PEI-AGRI** fournit toutes les dernières informations sur les événements, les publications et les possibilités de mise en réseau concernant l'innovation dans l'agriculture et l'exploitation forestière. Inscrivez-vous sur [www.eip-agri.eu](http://www.eip-agri.eu).

L'édition 2017 du **magazine Agrinnovation** s'intéresse à la production alimentaire et aux circuits d'approvisionnement courts. Il présente des histoires inspirantes provenant des quatre coins de l'Europe et donne des nouvelles des groupes opérationnels, ainsi que des nouvelles et des idées originales du Réseau PEI-AGRI.

#### POUR EN SAVOIR PLUS

Téléchargez la version numérique ou commandez la version papier sur le site web du PEI-AGRI :

<https://ec.europa.eu/eip/agriculture/en/publications/agrinnovation-magazine-issue-n%C2%B0-4-september-2017>

<https://ec.europa.eu/eip/agriculture/en/content/order-your-copy-agrinnovation-magazine-%E2%80%93-issue-4>

## ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

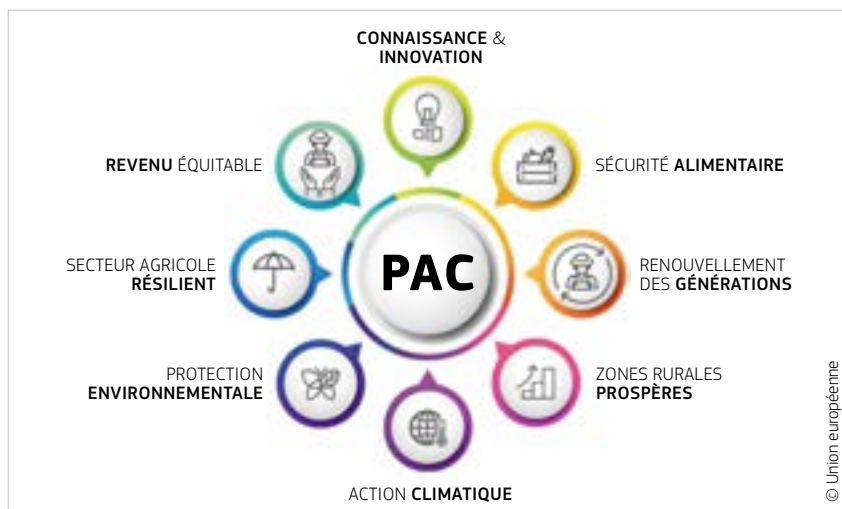
## ACTUALITÉS DE L'UE

## Communication sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture

Le 29 novembre 2017, la Commission européenne a publié une communication sur « L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture » – pour une politique agricole commune (PAC) flexible, juste et durable.

Le document décrit une approche plus flexible visant à garantir que la PAC remplisse ses objectifs de soutien aux agriculteurs tout en assurant le développement durable de l'agriculture européenne. La communication pose les bases d'un nouveau système de mise en œuvre et ouvre ainsi la voie à une approche davantage orientée sur les résultats pour la PAC.

La communication propose d'abandonner l'approche uniforme au profit d'une approche plus flexible qui renforce les compétences des États membres en matière de choix et de modalités d'affectation des ressources de la PAC afin d'atteindre les objectifs européens en matière d'agriculture verte et résiliente ainsi



que dans les domaines de l'environnement, de la lutte contre le changement climatique, du tissu socioéconomique des zones rurales et de l'innovation.

Le document présente en outre des propositions en vue d'une utilisation accrue des technologies modernes, du soutien aux jeunes agriculteurs et dans le domaine de la santé, de la nutrition,

des déchets alimentaires, du bien-être animal et de la gestion des risques tout en préconisant des actions cohérentes avec les politiques commerciales, des migrations et de développement.

D'ici la fin de l'été 2018, la Commission présentera des propositions législatives en vue de la mise en œuvre des objectifs décrits dans sa communication.

### POUR EN SAVOIR PLUS

Retrouvez le texte intégral de la communication, ainsi que le communiqué de presse, le mémo et les fiches en rapport avec ce thème : [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-17-4841\\_en.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-4841_en.htm)

Explorez toute une série de ressources sur l'avenir de la PAC compilée par le service de recherche de la commission AGRI du Parlement européen : <https://research4committees.blog/2017/11/30/futureofcap/>

## Outils en ligne pour l'agriculture et l'élevage

Une sélection de ressources et d'outils en ligne intéressants et gratuits concernant l'agriculture et l'élevage :

- une **base de données** du projet SIMRA d'Horizon 2020 collecte des exemples de bonnes pratiques en matière d'**innovation sociale** dans les domaines de l'agriculture, de l'exploitation forestière et du développement rural dans les zones rurales marginalisées ;
- une **plateforme** du réseau thématique OK-Net Arable d'Horizon 2020 facilite les échanges de connaissances sur les techniques d'**agriculture biologique** entre agriculteurs, conseillers et scientifiques européens ;
- des **modules d'apprentissage en ligne** créés par le projet INNO-4-AGRIFOOD d'Horizon 2020 dispensent des formations à la collaboration en ligne en faveur de l'innovation aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux conseillers du secteur agroalimentaire.

### POUR EN SAVOIR PLUS

La base de données SIMRA : <http://www.simra-h2020.eu/index.php/simradatabase/>  
 La plateforme OK-Net Arable : <http://farmknowledge.org/>  
 Les cours INNO-4-AGRIFOOD : <http://inno4agrifood.eu/e-training>

## ACTUALITÉS &amp; MISES À JOUR

## Les jeunes agriculteurs européens sur le devant de la scène

Les résultats d'une enquête européenne menée auprès des jeunes agriculteurs ont révélé qu'une rémunération équitable, l'accès à la terre et la simplification des procédures administratives sont des conditions clés pour permettre à ces agriculteurs de développer leurs exploitations de façon durable sur les plans économique et environnemental. Cette enquête a été réalisée par le Conseil européen des jeunes agriculteurs (CEJA), en partenariat avec DeLaval, entre avril et août 2017.

Les résultats de l'enquête ont été présentés lors d'un événement dédié organisé au Parlement européen, le 27 septembre 2017 à Bruxelles. Cet événement a rassemblé des jeunes agriculteurs et des décideurs politiques européens pour discuter des mesures qui s'imposent pour améliorer la durabilité du secteur agricole.

Les principales conclusions de l'enquête concernant les besoins des jeunes agriculteurs en Europe coïncident avec celles du travail thématique mené par le Point de contact du REDR sur le «Renouvellement des générations». Le Point de contact continuera à essayer de déterminer comment les PDR peuvent soutenir au mieux les jeunes agriculteurs et les autres nouveaux venus dans le secteur, faciliter la coopération et les échanges et collecter des ressources et des informations utiles sur ce thème.



© CEJA

## i POUR EN SAVOIR PLUS

Découvrez les résultats de l'enquête sur les jeunes agriculteurs européens à :

<http://www.ceja.eu/wp-content/uploads/2017/09/CEJA-DeLaval-Survey-European-Young-Farmers.pdf>

Consultez la page consacrée au «Renouvellement des générations» dans la section «Travail Thématique du REDR» sur le site web du REDR.

## Guides et publications de l'UE



Une publication regroupant des informations pratiques sur le lancement d'initiatives de type ascendant dans les zones rurales qui soutiennent l'adoption et la mise en œuvre de l'approche LEADER dans les Balkans occidentaux, en Turquie et ailleurs.



Un briefing présentant la situation actuelle en matière de gestion des risques dans l'agriculture européenne, incluant les moteurs, les perceptions et les réponses, ainsi que les instruments pour prévenir, atténuer ou affronter les risques agricoles.



ISBN 978-92-846-0955-0

Une étude des menaces qui pèsent sur les sols et les services qui y sont liés, ainsi que sur le lien avec la gestion des sols agricoles. Elle inclut des idées pour atténuer les menaces et une série de recommandations politiques.

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# Aider les zones montagneuses à offrir des services écosystémiques

Marie Clotteau et Lauren Mosdale

Euromontana espère que le développement de l'agriculture et de la sylviculture dans les régions montagneuses améliorera durablement l'offre de services écosystémiques. Cette association participe à PEGASUS – un projet de recherche européen mené dans la cadre d'Horizon 2020 – qui lui permet d'échanger les dernières idées en la matière et de tirer des enseignements de cette réflexion.



Marie Clotteau et Lauren Mosdale sont respectivement directrice et chargée de projet chez Euromontana, l'association européenne des zones montagneuses. [info@euromontana.org](mailto:info@euromontana.org)

## AIDER LES RÉGIONS MONTAGNEUSES

Les écosystèmes montagneux couvrent 29% du territoire européen. Les forêts et les terres cultivées représentent respectivement environ 40% et 15% de ce territoire. Ces écosystèmes offrent un très large éventail d'avantages environnementaux et sociaux à forte valeur ajoutée, comme la production alimentaire et de bois, la régulation du climat, la qualité de l'air et la régulation des crues.

Un exemple : en Europe, entre 30 et 60% des eaux des plaines viennent des zones montagneuses et 14% de ces zones sont des sites appartenant au réseau Natura 2000. Malgré cela, les services écosystémiques sont sous pression en raison de l'aggravation de problèmes comme l'abandon de zones de pâturage, le changement climatique et l'érosion des sols.

## LE SAVOIR-FAIRE PEGASUS

Chez Euromontana, nous souhaitons renforcer l'offre de services environnementaux et sociaux au départ des zones montagneuses. Nous participons au projet de recherche PEGASUS, qui développe de nouvelles pistes de réflexion sur la gestion des terres agricoles et des forêts, conformément à la vision d'une croissance intelligente, durable et inclusive de la stratégie Europe 2020.

Ce projet, qui est coordonné par l'Institut pour une politique européenne de l'environnement, examine comment améliorer les accords de gouvernance, l'action collective, la participation du secteur privé et les politiques. Quelque 34 études de cas analysent les liens entre les avantages environnementaux et sociaux, les formes de coopération entre les parties prenantes et le secteur privé, l'utilisation des systèmes agricoles et forestiers et les programmes de soutien disponibles.

PEGASUS nous a aidés à comprendre l'importance des programmes de financement public lorsque les mécanismes du marché ne parviennent pas à garantir une offre suffisante

et appropriée de services d'intérêt public et nous a fait découvrir comment les différents acteurs s'organisent dans ce cas. Cet aspect a été jugé particulièrement intéressant.

À titre d'exemple, les stratégies de *branding* pour le lait de foin bio («Heumilch») de montagne produit dans le district de Murau (Autriche) reposent à la fois sur une initiative du secteur privé et sur l'utilisation de mesures au titre de la PAC (notamment les mesures en faveur des régions soumises à des contraintes naturelles spécifiques et les mesures agro-environnementales et climatiques). L'objectif est d'améliorer la viabilité économique de l'agriculture extensive dans les régions montagneuses et de réduire ainsi le risque d'abandon d'exploitations agricoles.

## RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Les partenaires de projet ont formulé une série de conclusions préliminaires. Par exemple, la mise en œuvre d'une approche territoriale peut permettre de créer un cadre susceptible de susciter davantage d'intérêt pour l'action collective. Lorsqu'ils s'associent à des initiatives collectives, les agriculteurs, les sylviculteurs et autres gestionnaires fonciers sont davantage motivés à créer un impact environnemental à long terme.

L'association de politiques publiques et des forces du marché s'est révélée essentielle dans de nombreuses initiatives et il y a donc lieu d'encourager plus activement de telles synergies, aussi bien à l'échelon européen qu'à des niveaux plus locaux. La conférence finale du projet PEGASUS, prévue au début 2018, cristallisera ces conclusions préliminaires et les traduira en recommandations politiques utiles et exploitables.

### POUR EN SAVOIR PLUS

Euromontana : [www.euromontana.org](http://www.euromontana.org)

PEGASUS : <http://pegasus.ieep.eu>



## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# LEADER peut-il catalyser la connectivité dans les zones rurales ?

Jan Dröge

Les communautés locales prennent de plus en plus de mesures pour assurer l'accès à l'internet à haut débit dans leurs territoires lorsque les opérateurs commerciaux ne l'ont pas déployé. Mais comment associer l'innovation locale et le financement européen de l'internet à haut débit afin d'atteindre l'objectif de connectivité universelle ?



Jan Dröge,  
directeur de  
Broadband  
Competence Offices  
Support Facility  
(BCO-SF).  
[Jan.droge@broadbandeurope.eu](mailto:Jan.droge@broadbandeurope.eu)

## UN ACCÈS INSUFFISANT AU HAUT DÉBIT DANS LES ZONES RURALES

Le programme LEADER a été conçu comme une initiative communautaire visant à exploiter l'énergie et la créativité des communautés locales au bénéfice du développement rural. Cette formule s'est révélée efficace et a inspiré des initiatives communautaires bénéficiant d'un financement européen. Pourrait-elle à présent accélérer le déploiement du haut débit dans les zones rurales ?

Au cours des deux dernières périodes de programmation, les Fonds structurels et d'investissement européens ont alloué près de 10 milliards d'euros au déploiement du haut débit. Pendant la période 2007-2013, un pourcentage important de ces fonds n'a pas été réclamé et la connectivité dans les zones rurales et montagneuses reste nettement inférieure à la moyenne européenne, et nettement en deçà des objectifs officiels de connectivité universelle.

Dans l'UE, ce sont généralement les opérateurs télécoms privés qui assurent le déploiement de l'internet à haut débit. Le plus souvent, ceux-ci donnent naturellement la priorité aux zones géographiques densément peuplées, à haut revenu et caractérisées par un écosystème dense d'acteurs économiques et un paysage géographique non défavorable aux investissements. Les régions insulaires, rurales, reculées et montagneuses sont les premières à pâtir du sous-investissement dans l'accès au haut débit.

La bonne nouvelle, c'est que plusieurs communautés locales ont pris ces dernières années des mesures pour

connecter leurs territoires à l'internet à haut débit. Dans cet article, nous nous concentrons sur trois initiatives qui montrent comment l'innovation locale, soutenue par un financement européen du haut débit, peut aider à atteindre la connectivité universelle.

## DU HAUT DÉBIT POUR LES ZONES RURALES DU NORD

L'initiative Broadband for the Rural North (B4RN) a vu le jour dans le Lancashire (Royaume-Uni). Les communautés rurales ne parvenaient pas à inciter les opérateurs télécoms bien établis à investir dans leur région. Un groupe de citoyens a donc lancé une coopérative dont le modèle commercial a pour objectif une couverture haut débit de 100 %.



L'initiation communautaire, la mise en œuvre au niveau communautaire et la qualité technique sont les trois éléments à la base du succès de B4RN.

Le principe est le suivant : lorsqu'un village est connecté au réseau B4RN, tous les foyers le sont aussi, même s'ils habitent à la périphérie. En outre, le prix de l'abonnement est identique pour tous les ménages, quel que soit le coût de la connexion.

Plus de 62 % des ménages ont franchi le pas – un taux de réponse impressionnant. Près de deux tiers des habitants ont donc souscrit à l'abonnement mensuel payant pour avoir accès à l'internet rapide. Ce pourcentage élevé témoigne de l'importance de la demande et contredit l'hypothèse de certaines entreprises de télécoms qui affirment que dans les zones rurales, seul un petit pourcentage de clients potentiels est prêt à payer pour se connecter plus rapidement à internet.

B4RN a d'emblée opté pour l'internet de la meilleure qualité : les vitesses dont profitent les abonnés dépassent de loin l'offre commerciale de la plupart des villes d'Europe.

Malgré les difficultés liées au déploiement du haut débit en milieu rural et le choix délibéré d'un service haut de gamme, l'initiative B4RN s'est révélée rentable. Le nombre de ménages abonnés est ainsi passé de 100, lors du lancement en 2011, à plus de 3 000. Fait intéressant, B4RN a été mis en œuvre sans aucun fonds public et elle réinvestit ses bénéfices dans la communauté.

#### **Plus rapide que la NASA**

B4RN met en avant les trois éléments à la base de son succès : l'initiation communautaire, la mise en œuvre au niveau communautaire et la qualité technique.

Le projet a été initié par la communauté, ce qui signifie qu'il a d'emblée été conçu pour répondre aux besoins des utilisateurs locaux. Cette approche a également permis à la communauté locale de prendre les choses en main.

B4RN repose sur la participation active des habitants à la mise en œuvre du projet. En Europe, le déploiement du haut débit coûte cher en raison du coût d'installation des câbles. Grâce à la participation de bénévoles locaux, ces coûts ont pu être sensiblement réduits au point d'être inférieurs à ceux pratiqués par les entreprises commerciales. L'implication de la communauté locale a aussi grandement facilité l'obtention des droits d'accès nécessaires pour creuser les tranchées et poser les câbles.

Le succès de B4RN s'explique également par son approche fondée sur la qualité. La décision d'opter pour des vitesses de connexion de 1 Gbit/s, « plus rapides que la NASA » comme on le dit chez B4RN, a sans conteste

convaincu les utilisateurs potentiels à s'abonner au service tout en garantissant la pérennité du projet en évitant le piège des « réseaux bricolés bon marché ».

#### **BÜRGERBREITBANDNETZ**

En 2014, des habitants du Schleswig-Holstein, au nord de l'Allemagne, ont fondé une société d'investissement pour créer leur propre réseau vu que ni l'opérateur télécoms établi ni d'autres opérateurs ne souhaitaient améliorer la connectivité dans la région.

Cette initiative, baptisée BürgerBreitbandNetz (BBNG), est gérée comme une entreprise, même si le conseil d'administration se compose de représentants des citoyens et de maires locaux. Il a levé des fonds avec succès, attiré les investissements des citoyens, des banques et des entreprises locales et, surtout des parcs éoliens. Les capitaux ainsi réunis ont été investis dans l'infrastructure.

Une des grandes caractéristiques de BBNG est d'avoir été lancée à la suite d'une évaluation approfondie de la demande locale par le biais d'une consultation. L'objectif était de connecter les villages, où au moins 62 % des résidents s'étaient déclarés prêts à s'abonner au service. Les réactions des citoyens ont été largement favorables, avec une demande atteignant entre 82 et 95 %. Cette implication précoce des utilisateurs a créé la demande nécessaire pour lancer les investissements. L'initiative, qui en 2014 associait 3 000 ménages espère franchir le cap des 6 000 ménages d'ici 2017.

Le dialogue étroit avec les citoyens, la participation d'acteurs économiques locaux et la mobilisation de capitaux par le biais de banques locales d'investissement sont les clés du succès de BBNG.

#### **CONNECTIVITÉ LEADER**

Ces exemples montrent que les réseaux communautaires et le sens de l'initiative d'acteurs locaux sont les clés du succès. LEADER et les groupes d'action locale (GAL) peuvent selon nous catalyser le lancement d'initiatives similaires. LEADER peut se prévaloir de 20 années d'expérience dans l'innovation communautaire et du soutien d'un réseau couvrant, comme nul autre, toutes les régions rurales. Cette association unique d'expérience en matière de travail en réseau et de financement de démarrage pourrait être un réel moteur pour les initiatives communautaires et les inciter à améliorer la connectivité partout en Europe.

*Des antennes 4G ont pu être installées sur les tours éoliennes de 80 mètres et assurer ainsi une très large couverture, avec des vitesses de connexion acceptables pour la communauté.*



© ASNET

## CONNEXION SANS FIL À HAUT DÉBIT

**Jes Jessen, directeur d'ASNET**



Tout a commencé lorsqu'une exploitation agricole locale de la péninsule d'Asnaes, près de Kalundborg au Danemark, a ouvert un magasin en ligne de produits bio. Malheureusement, la lenteur de la connexion internet posait des problèmes à l'entreprise. L'exploitant agricole avait proposé de financer lui-même le déploiement du réseau, mais cette offre n'a pas trouvé suite et les contacts politiques n'ont rien donné.

Nous avons ainsi compris que c'était à nous d'agir.

Nous avons organisé une réunion communautaire pour présenter l'idée d'un projet qui serait financé par les utilisateurs locaux et d'autres sources, qui n'avaient pas encore été identifiées. Nous avons entendu dire que LEADER finançait des initiatives de développement rural, notamment des projets de connexion à haut débit et nous avons donc été soulagés de voir enfin de la lumière au bout du tunnel.

Nous avons contacté des opérateurs télécoms ainsi qu'un opérateur de réseau à fibres optiques, qui nous a envoyé un devis. Mais le coût (4000 €) par ménage était beaucoup trop élevé.

Nous nous sommes rendu compte qu'une solution moins ambitieuse, mais plus réaliste pouvait être la connexion sans fil, à l'aide du nouveau réseau 4G. Mais il fallait préalablement régler certains problèmes : l'installation d'un nombre suffisant de pylônes pour les émetteurs-récepteurs 4G allait non seulement coûter beaucoup d'argent, mais aussi impliquer une longue bataille juridique et administrative avec le ministère des affaires environnementales en raison des restrictions au niveau du développement local.

Or, à l'époque, un parc éolien était en cours d'installation sur les terres d'une exploitation agricole locale. Les tours d'éolienne avaient une hauteur de 80 mètres et l'installation d'antennes 4G à une hauteur de 70 mètres assurerait une très large couverture, avec des vitesses de connexion acceptables pour la communauté. Quarante-vingt-quinze pour cent des ménages ont financé cette installation, à raison de 400 € chacun, et l'opérateur télécoms a accepté de fournir le matériel et LEADER de financer 50 % du budget.

ASNET assure aujourd'hui la connexion sans fil à haut débit et la connectivité mobile. En 2017, plus de 150 ménages sont connectés.

### POUR EN SAVOIR PLUS

LEADER/CLLD:  
[https://enrd.ec.europa.eu/leader-clld\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/leader-clld_fr)

Broadband Competence Offices:  
<https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/broadband-competence-offices>

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# La Chine s'ouvre à la coopération rurale

Petri Rinne

En mars, des groupes d'action locale LEADER se sont rendus en Chine. Cette visite inspirante avait pour objectif d'ouvrir des opportunités de coopération entre les territoires ruraux d'Europe et de Chine et de présenter l'idée de l'approche LEADER de développement rural de type ascendant. À la suite du succès de cette mission, un protocole d'accord est en cours de développement.



**Petri Rinne**, est directeur du GAL de Joutsenten Reitti, en Finlande, ancien président d'ELARD et président de l'Association de l'action villageoise en Finlande (SYTY).  
[petri.rinne@joutsentenreitti.fi](mailto:petri.rinne@joutsentenreitti.fi)

## UNE MISSION PLACÉE SOUS LE SIGNE DE L'AMITIÉ RURALE

Notre délégation se composait de groupes LEADER d'Estonie, de Pologne et de Finlande en phase de lancement d'une coopération avec les comtés ruraux de Chine dans le domaine du tourisme rural, ainsi que d'organismes de R&D, d'entreprises rurales et d'instituts d'enseignement. Nous avons été accueillis par l'Administration d'État chargée des affaires relatives aux experts étrangers (*State Administration of Foreign Experts Affairs, SAFEA*), un organisme gouvernemental responsable de l'échange d'experts étrangers en Chine qui a pour objectif d'améliorer le savoir-faire et d'encourager le développement de secteurs aussi divers que l'agriculture ou l'industrie aéronautique.

Xia Bing, le directeur général, de l'Association chinoise pour l'échange international de personnel, un organisme exécutif de la SAFEA, a expliqué que l'association invite des experts des quatre coins du monde sur la base des besoins identifiés par le gouvernement central et les 30 provinces.

Xia Bing a fait remarquer que la méthode de développement rural de LEADER et la SAFEA utilisent toutes deux une approche transsectorielle qui ne se concentre pas uniquement sur l'agriculture, mais qui prend en compte le contexte rural dans son ensemble et donc aussi le secteur de la transformation, les services, les aspects liés au développement communautaire, etc. Au cours des années à venir, le développement du tourisme rural fera l'objet de toutes les attentions en Chine. Xia Bing a également expliqué que la SAFEA souhaitait lancer avec ELARD un projet pilote basé sur

l'approche LEADER et précisé qu'une « Association sino-européenne d'amitié rurale » pourrait être mise en place pour favoriser la coopération.

## THÉ VERT & TOURISME

Après les réunions organisées à Beijing, nous avons visité les comtés producteurs de thé vert de Pujiang et Hongya, dans la province de Sichuan, à quelque 2000 km au sud-ouest de la capitale. Cette région du Sichuan dispose d'un potentiel très favorable au développement du tourisme rural - paysages de montagne, culture du thé, présence de pandas -, mais les investissements dans le tourisme de la ferme n'en sont qu'à leurs balbutiements. La coopération avec des territoires européens de tourisme rural pourrait avoir une influence considérable, tout en permettant aux territoires européens d'ouvrir leurs marchés aux touristes chinois.

Donnée intéressante, la Finlande est bien positionnée sur le marché international du trafic aérien vers la Chine et la compagnie finlandaise Finnair est l'une des principales compagnies aériennes qui desservent la Chine. Ce positionnement a favorisé une augmentation rapide du nombre de touristes chinois en Finlande et des études montrent en outre que les dépenses moyennes des Chinois durant leur séjour sont loin d'être négligeables.

La dernière étape était Ningbo, une ville de 12 millions d'habitants sur la côte est du pays, au sud de Shanghai. La région jouit d'une situation particulièrement favorable sur le plan de la croissance et de l'innovation en raison de son taux rapide de développement et d'internationalisation, notamment en termes d'investissements étrangers. La ville de Ningbo, riche d'une histoire de 7000 ans, abrite aujourd'hui le port de commerce le plus actif au monde, avec 920 millions de tonnes qui y transitent chaque année.



© Petri Rinne



La mission des GAL a pour objectif d'ouvrir des opportunités de coopération en les territoires ruraux d'Europe et de Chine.

La campagne environnante offrait un saisissant contraste avec le reste de la province de Sichuan, marquée par la pauvreté. La région était confrontée à une pénurie de terres arables et à la suite de la privatisation de terres, d'autres méthodes agricoles, plus efficaces, ont été introduites. Sur les parcelles traditionnelles de 600 m<sup>2</sup>, le rendement du riz hybride est à présent de 1 000 kg.

La «ville culturelle et porte vers le monde» attire chaque année plus de 1,7 million de touristes dans la région. La stratégie de développement rural de Ningbo poursuit plusieurs objectifs : réaménagement et assainissement des villages, construction de conduites municipales pour l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées et systèmes d'épuration pour les villages ; amélioration des conditions de logement ; protection des traditions culturelles ; et sélection et promotion de villages modèles, vitrines de la région. La région abrite plus de 2 500 communautés villageoises composées de 200 à 1 000 familles.

Nous avons eu la chance de visiter près de Ningbo deux types de villages-modèles, très différents l'un de l'autre : le village de la mite dorée (traduction littérale du chinois) où les villageois ont construit une nouvelle zone résidentielle moderne où chaque famille vit dans une un luxueux appartement de 300 mètres carrés et le village du Nuage vert où trois clans vivent depuis des siècles et protègent leur patrimoine culturel et le dédale des rues de l'ancienne zone résidentielle.

## PROJETS CONJOINTS

Lors de cette mission, il est apparu très clairement que les représentants du gouvernement central chinois souhaitaient vraiment coopérer avec des territoires ruraux

européens, une coopération offrant des avantages aux deux régions. L'approche ascendante de développement rural de LEADER, ainsi que les objectifs d'autonomisation et de renforcement des capacités au niveau communautaire s'inscrivent parfaitement dans le cadre des objectifs de la réforme rurale chinoise.

L'Association européenne LEADER pour le développement rural (ELARD) est à présent en train de préparer, pour signature, un protocole d'accord avec la SAFEA. Le protocole décrira les objectifs et les méthodes d'échange de connaissances et d'experts, ainsi que les objectifs des projets de coopération interterritoriale. Ce protocole sera la première étape concrète en vue de l'ouverture d'une nouvelle plateforme de coopération avec l'un des géants économiques et culturels du monde affichant un taux de croissance particulièrement soutenu.

Le développement des territoires ruraux chinois est actuellement au cœur des priorités et il reste de nombreuses opportunités à exploiter. Concrètement, les Chinois ont déjà proposé un projet de logistique aéroportuaire secondaire, en zone rurale, à mener en coopération avec des territoires ruraux européens. Ce projet est actuellement au stade de la recherche de partenaires. En juin 2017, une délégation de la SAFEA s'est également rendue dans les locaux de la DG AGRI et du REDR, afin d'examiner les questions liées aux migrations.

 POUR EN SAVOIR PLUS

ELARD: <http://www.elard.eu>

SAFEA: <http://en.safea.gov.cn>

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# Un sommet réunit des acteurs dynamiques de l'innovation agricole

Edina Ocsko

Plus de 500 agriculteurs, entreprises rurales, start-ups, Autorités de gestion de programmes de développement rural (PDR), réseaux ruraux nationaux, chercheurs, conseillers et ONG se sont retrouvés à Lisbonne pour la première édition du Sommet de l'innovation agricole (*Agri Innovation Summit, AIS*).



**Edina Ocsko**,  
analyste politique,  
PC du REDR.  
[edina.ocsko@enrd.eu](mailto:edina.ocsko@enrd.eu)

## AGENDA DE L'INNOVATION

Les acteurs clés de l'innovation en Europe s'étaient donné rendez-vous à Lisbonne, les 11 et 12 octobre 2017 pour le Sommet de l'innovation agricole 2017 (AIS 2017). Lancé à l'initiative conjointe d'un consortium portugais, du gouvernement portugais, du réseau du PEI-AGRI et du REDR, cet événement à grande échelle avait trois grands objectifs.

Tout d'abord, cet événement avait pour objet de promouvoir les échanges entre initiatives d'innovation multiacteurs, menées au titre des PDR et d'Horizon 2020. Deuxièmement, l'AIS 2017 entendait aussi sensibiliser les acteurs concernés aux opportunités offertes par l'innovation et la numérisation dans le secteur de l'agriculture et les économies rurales et à la façon dont les PDR actuels peuvent soutenir ces opportunités. Enfin, les idées générées lors de cet événement doivent

alimenter le développement de politiques européennes d'innovation pour l'agriculture et les zones rurales pour l'après 2020, conformément au Point 7 « Stimuler les connaissances et l'innovation » de la Déclaration Cork 2.0.

Le premier jour, des sessions thématiques parallèles ont présenté une série d'initiatives inspirantes sur les thèmes suivants : utilisation des ressources (adaptation au changement climatique et atténuation de ce phénomène) ; gestion des systèmes agricoles, alimentaires et forestiers et mise en valeur du territoire ; et agriculture 4.0 et développement rural. Huit ateliers, animés par des membres de l'équipe du Point de contact du REDR, ont été organisés le deuxième jour. Les discussions ont porté sur les mesures à prendre pour que les zones rurales puissent bénéficier des possibilités d'innovation et de numérisation, actuelles et émergentes.



**Kari Kylkilahti**  
GAL, Finlande

Le REDR avait demandé aux parties prenantes ce qu'elles avaient retiré de l'AIS 2017 et comment elles comptaient encourager la numérisation et l'innovation dans le secteur de l'agriculture et les zones rurales.

Le sommet avait d'ambitieux objectifs et ce fut donc un événement à très grande échelle. La coopération entre la recherche et le développement pratique est essentielle. Il est très important d'apprendre des expériences d'autres pays et secteurs. J'ai trouvé intéressant de constater la priorité donnée aux micro-entreprises et aux petites exploitations, mais j'estime qu'il ne faut pas négliger les ONG.



**Emilija Stojmenova**  
Université de Ljubljana, Slovénie

Le travail en réseau a été la principale valeur ajoutée de l'événement. Le feedback reçu d'un groupe aussi diversifié sur notre travail est sans conteste un plus pour nos activités futures.

Ce que je retiens surtout, c'est qu'il est capital de coopérer, d'échanger des idées, des connaissances et des ressources aux échelons local, régional et européen. Il est très important que nous prenions pour base les ressources et les écosystèmes existants.

## MESSAGES CLÉS

Les ateliers portant sur les Villages intelligents, Promouvoir l'innovation dans les zones rurales, Améliorer la connectivité dans les zones rurales et Opportunités numériques pour les entreprises et les communautés rurales – se sont révélés particulièrement utiles pour les participants des zones rurales.

Plusieurs défis communs ont été identifiés, notamment la fragmentation des systèmes de financement et de gouvernance, source d'incertitudes

pour les acteurs qui ne savent pas où s'adresser pour obtenir un financement. La planification stratégique du développement des zones rurales doit se faire dès le départ selon une approche ascendante qui nécessite, comme toutes les approches innovantes, un cadre de soutien flexible, qui permet l'association de différentes mesures et l'accélération de la mise à disposition des fonds.

Pour contribuer à faire des **Villages intelligents** une réalité, il serait judicieux, selon les conclusions de l'atelier, de soutenir les services ruraux par le biais de l'innovation sociale et numérique dans des domaines comme la santé, l'éducation et la mobilité.

### Recommandations clés

- **Améliorer le ciblage et la coordination** : planification stratégique de type ascendant & test rural de toutes les politiques
- **Soutenir les initiatives pilotes** : créer les liens dans toute l'Europe
- **Doter LEADER et d'autres initiatives locales de moyens** : assurer toutes les formes de soutien dont les nouveaux projets ont besoin.

L'atelier **Promouvoir l'innovation dans les zones rurales** a mis en avant l'importance primordiale des systèmes innovants, flexibles et intégrés de soutien aux entreprises.

### Recommandations clés

- **« Une offre complète et intégrée »** : une offre qui inclut non seulement le soutien aux entreprises, mais aussi des services sociaux et des infrastructures pour ces entreprises
- **Conseils non limités au secteur agricole** : s'assurer qu'un large éventail d'entreprises bénéficie des services de conseils
- **Acceptation du risque** : il y a lieu de comprendre les risques potentiels et l'impact de ceux-ci sur les interventions (y compris en prévoyant des mesures et des indicateurs appropriés).

## POUR EN SAVOIR PLUS

Entreprises rurales : [https://enrd.ec.europa.eu/thematic-work/smart-and-competitive-rural-areas/rural-businesses\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/thematic-work/smart-and-competitive-rural-areas/rural-businesses_fr)

Villages intelligents : [https://enrd.ec.europa.eu/smart-and-competitive-rural-areas/smart-villages\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/smart-and-competitive-rural-areas/smart-villages_fr)

Sommet de l'innovation agricole 2017 : <http://aislisbon2017.com>

[https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/agricultural-innovation-summit\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/agricultural-innovation-summit_fr)

### Alistair Prior

Unité de soutien au réseau rural écossais



Je comprends à présent les liens entre les projets et les possibilités de les développer en coopération avec les responsables politiques et les praticiens en vue d'assurer leur pérennité, en particulier dans le contexte de l'innovation et de la lutte contre la fracture numérique. Notre nouveau Service de soutien à l'innovation peut ainsi jouer un rôle proactif en faisant le lien entre les initiatives PEI, LEADER et Horizon 2020 et en renforçant le travail en partenariat, tant au niveau horizontal que vertical.

### Christiane Kirketerp

Commission européenne, DG AGRI



Quel plaisir de constater le vif intérêt que suscite le tout nouveau concept de Villages intelligents. Mais j'ai aussi pris bonne note de messages très clairs quant aux aspects qui peuvent être améliorés : la lourdeur de la bureaucratie pour les bénéficiaires, la nécessité de simplifier et d'harmoniser les règles européennes de financement, les problèmes récurrents de sous-investissement dans les infrastructures rurales et le fait que nous devons continuer à développer nos systèmes de connaissances et d'innovation agricoles pour exploiter pleinement le potentiel d'innovation de nos agriculteurs et de nos communautés rurales.

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# La plateforme de connaissances sur l'agriculture familiale de la FAO



Article préparé par l'Équipe de la FFKP, division des Partenariats et Coopération Sud-Sud (DPS), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

La Plateforme de connaissances sur l'agriculture familiale de la FAO est le plus grand site de référence en ligne au monde sur l'agriculture familiale et l'héritage très apprécié de l'Année internationale de l'agriculture familiale 2014.

## L'AGRICULTURE FAMILIALE EST LA NORME

L'agriculture familiale est la forme d'agriculture la plus répandue, tant dans les pays en développement que dans les pays développés. On compte plus de 500 millions d'exploitations agricoles familiales dans le monde. Il s'agit d'exploitations de taille petite à moyenne gérées par des paysans, des peuples autochtones, des communautés traditionnelles, des pêcheurs, des montagnards, des éleveurs pastoraux et de nombreux autres groupes de toutes les régions et de tous les biomes du monde. Dans l'UE, environ 19 exploitations agricoles sur 20 sont des exploitations familiales.

Ces producteurs appartiennent à des systèmes agricoles divers. Ils perpétuent leurs traditions alimentaires et contribuent ainsi à une alimentation équilibrée et à la sauvegarde de l'agro-biodiversité mondiale. Les producteurs familiaux s'enracinent dans des réseaux territoriaux et dans des cultures locales. Ils dépensent leurs revenus principalement dans les marchés locaux et régionaux et participent donc à la création de nombreux emplois agricoles et non agricoles. C'est pourquoi ils peuvent jouer un rôle primordial dans la mise en place de systèmes agroalimentaires plus productifs et durables, pour peu qu'ils puissent bénéficier d'environnements politiques favorables.

## UNE NOUVELLE PLATEFORME DE CONNAISSANCES

L'Année internationale de l'agriculture familiale a mis au jour la nécessité de mettre en place une plateforme permettant de partager des informations sur des thèmes clés en rapport avec l'agriculture familiale dans le monde.

C'est ainsi qu'est née la Plateforme de connaissances sur l'agriculture familiale de la FAO (*Family Farming Knowledge Platform*, FFKP). Lancée en juin 2015, cette ressource en ligne conviviale rassemble des informations

de qualité sur l'agriculture familiale qui proviennent du monde entier, notamment des lois et règlements nationaux, des politiques publiques, des meilleures pratiques, des données pertinentes, notamment statistiques, des recherches, des articles et des publications.

La FFKP s'est développée et est aujourd'hui une ressource mondiale de référence qui facilite la prise de décision bien documentée sur les processus politiques en rapport avec l'agriculture familiale. Elle joue également un rôle dans la sensibilisation à la formidable contribution de l'agriculture familiale face à certains des défis actuels les plus pressants, comme la sécurité alimentaire et la nécessité de développer des systèmes alimentaires durables qui préservent les ressources naturelles en ces temps de changement climatique.

En outre, la FFKP permet à ses contributeurs du monde entier et à ses points focaux des gouvernements nationaux de collaborer. La plateforme inclut actuellement plus de 100 points focaux désignés par leur gouvernement et 100 autres contributeurs à travers le monde.

Les contributeurs et les points focaux jouent dès lors un rôle clé dans ce projet étant donné qu'ils ne se contentent pas d'utiliser la plateforme, mais l'alimentent aussi régulièrement, avec des ressources pertinentes, utiles et actuelles. Deux ans après son lancement, la FFKP rassemble plus de 17 000 documents et a déjà été visitée par quelque 170 000 utilisateurs.

### POUR EN SAVOIR PLUS

Plateforme de connaissances sur l'agriculture familiale : [www.fao.org/family-farming/fr/](http://www.fao.org/family-farming/fr/)  
Revue rurale de l'UE - numéro 17 – Agriculture familiale : [https://enrd.ec.europa.eu/publications/eu-rural-review-17-family-farming\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/publications/eu-rural-review-17-family-farming_fr)

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# Dingues d'agriculture

Julie Mariën

Un nouveau projet LEADER belge – « Dingues d'agriculture » – est dédié à la sensibilisation aux problèmes de santé mentale au sein de la communauté agricole flamande.



Julie Mariën,  
Unité de soutien  
au réseau rural  
flamand.  
[julie.marien@  
lvlaanderen.be](mailto:julie.marien@lvlaanderen.be)

## DES AGRICULTEURS SOUS PRESSION

« Notre entreprise est allée de coup dur en coup dur : intoxications alimentaires, inondations et maladies ont entraîné des pertes considérables. Pour l'instant, la situation s'améliore, mais le stress n'a pas disparu. Certains mois, nous parvenons à boucler nos paiements, mais pas toujours. Et dans ce cas, nous risquons de connaître une nouvelle crise ou de nous retrouver avec un huissier devant la porte. »

Voilà le témoignage de Karine, une agricultrice flamande de 46 ans. Et elle n'est pas la seule dans son cas en Flandre. Le niveau de stress est alors tel qu'il peut provoquer des troubles psychologiques. Pourtant, certains agriculteurs ne parlent pas facilement de leurs problèmes.

Culturellement, c'est parfois encore tabou. Mais il arrive aussi que les agriculteurs n'aient tout simplement personne avec qui évoquer ces problèmes.

« Boeren op een kruispunt » (« Les agriculteurs à la croisée des chemins ») est une association qui aide les agriculteurs et les horticulteurs qui ont besoin d'un soutien. Pour les aider, elle mise sur les mesures de prévention, la sensibilisation à la nécessité d'un soutien psychologique et le travail à l'échelon politique.

Au fil des ans, les bénévoles de « Boeren op een kruispunt » ont commencé à se rendre compte que l'agriculture et l'horticulture d'une part, et l'aide sociale et psychologique d'autre part étaient des univers éloignés. Les psychologues ne sont pas suffisamment conscients des problèmes des agriculteurs et du genre de travail qu'ils effectuent. De leur côté, les agriculteurs ne savent souvent pas où s'adresser lorsqu'ils ont besoin d'un soutien psychologique.



© Zot van 't Boeren

Le projet mettra en place un réseau de bénévoles – les « Fans of farmers » – qui pourront être à l'écoute des problèmes des agriculteurs et les renvoyer vers le type de soutien professionnel le plus adapté à leur situation.

## PROMOTION DE LA SANTÉ MENTALE

L'association a donc lancé un projet LEADER « Dingues d'agriculture » afin de contribuer à rapprocher ces deux univers. Le projet a pour objectif de rapprocher les services de santé mentale et les secteurs de l'agriculture et de l'horticulture.

Le projet a identifié quatre défis qu'il entend relever. Il souhaite faciliter la discussion sur ces problèmes ; développer un réseau de bénévoles (« Fans of farmers »), encourager les acteurs – vétérinaires, conseillers agricoles, fournisseurs, etc. – à jouer un véritable rôle de signalement des problèmes et enfin, améliorer la coopération avec le réseau des professionnels de la santé mentale.

L'entourage proche et l'environnement direct des agriculteurs jouent un rôle essentiel dans la détection précoce des problèmes. En prenant simplement le temps de parler et d'aider un agriculteur stressé, les proches ou les voisins peuvent apporter un soutien très précieux. Or, le projet a constaté que ces contacts se sont dilués au cours de ces dernières années. Pour y remédier, le projet mettra en place un réseau de bénévoles (les « Fans of farmers » évoqués ci-dessus) qui pourront être à l'écoute des problèmes des agriculteurs et les renvoyer vers le type de soutien professionnel le plus adapté à leur situation.

### POUR EN SAVOIR PLUS

Projet « Dingues d'agriculture » :  
[www.zotvantboeren.be](http://www.zotvantboeren.be)



## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# Inauguration du Parlement européen de la jeunesse rurale

Āris Ādleris

Des jeunes de l'Union européenne et de pays tiers voisins se sont retrouvés en Lettonie en août 2017 à l'occasion du tout premier Parlement européen de la jeunesse rurale.



**Āris Ādleris**,  
membre du conseil  
d'administration  
de l'Alliance des  
Communautés  
rurales  
européennes et du  
Forum rural letton.  
[aris.adlers@gmail.com](mailto:aris.adlers@gmail.com)

## DE PARTOUT ET DE TOUS LES HORIZONS

Tous les chemins mènent à Rome, ou plutôt à Ratnieki, à environ 65 km de Riga, dans le superbe Parc national de la Gauja, qui a accueilli le tout premier Parlement européen de la jeunesse rurale (*European Rural Youth Parliament*, ERYP). Quelque 90 représentants venus d'Albanie, d'Arménie, d'Autriche, du Danemark, d'Estonie, d'Allemagne, d'Irlande, d'Italie, de Lettonie, de Norvège, de Moldavie, de Slovaquie, de Suisse et du Royaume-Uni ont participé à cette « première », qui a eu lieu le 11 août 2017.

Des écoles et des groupes de jeunes des quatre coins de l'Europe avaient été invités à participer au processus ERYP. Une enquête réalisée avant la réunion du Parlement avait permis de recueillir des données et des études de cas sur la base desquelles les jeunes ont pu dresser un tableau des problèmes et des questions spécifiques à leur catégorie. Des experts européens et lettons en développement rural ont aussi contribué au processus, en lui apportant leurs connaissances.

Ce parlement avait été réuni pour relever de manière interactive les défis des jeunes des régions rurales en ce XXI<sup>e</sup> siècle. Le débat qui s'en est suivi a cherché à identifier les conditions nécessaires pour que les jeunes puissent développer avec succès leurs idées – commerciales, culturelles ou sociales. Les idées sur la façon de créer les conditions appropriées ont ensuite été affinées.

En définitive, le choix d'une personne de rester dans une région rurale ne doit pas être un obstacle à son accomplissement personnel et professionnel. La nouvelle

génération des régions rurales devrait avoir accès, sur un pied d'égalité avec les citadins, aux avantages économiques et sociaux de la mondialisation, comme la numérisation.

## ESPRIT EUROPÉEN

La journée s'est ouverte sur une série d'activités visant à briser la glace qui ont permis aux participants de partager leurs espoirs quant à l'avenir des zones rurales. Après des discours de représentants de Rural Youth Europe, du mouvement du Parlement rural européen et du Forum rural letton, les participants ont utilisé une méthodologie dédiée pour structurer les débats au sein de l'ERYP.

Les participants ont été répartis entre différents groupes de travail et sont partis pour Airberg – un village rural imaginaire dont les jeunes habitants partagent les mêmes aspirations et problèmes que les jeunes Européens des régions rurales. Sur base d'une série d'études de cas, les membres du Parlement des jeunes se sont lancés dans des discussions ciblées sur la façon de développer Airberg.

Lors de la session « La parole aux jeunes », les participants ont développé des idées en se mettant dans la peau d'un jeune qui souhaite concrétiser ses rêves en milieu rural. Chaque groupe de travail a ainsi élaboré au minimum trois grandes idées. La séance de clôture a été l'occasion pour les participants d'examiner les défis ruraux du point de vue de différents secteurs. L'objectif était d'identifier des actions concrètes pour mettre en œuvre les idées mises au point lors des précédentes sessions, aux niveaux local, national ou européen.





Le tout premier Parlement rural européen des jeunes a cherché à identifier les conditions nécessaires pour que les jeunes puissent développer avec succès leurs idées – commerciales, culturelles ou sociales.

### MÉTHODOLOGIE DE L'ERYP

Les débats parlementaires se sont déroulés selon une méthodologie reposant sur trois éléments clés :

1. observation de l'intérêt pour les questions économiques et sociales ;
2. élaboration de solutions face aux réalités de la jeunesse rurale ;
3. processus décisionnel pour identifier les actions nécessaires aux niveaux local, national et international.

### MANIFESTE RURAL EUROPÉEN

Un des objectifs de l'ERYP était de sensibiliser les jeunes au Manifeste rural européen. Celui-ci avait été publié au terme du 2e Parlement rural européen (novembre 2015).

Ce manifeste met en avant le fait que les habitants des zones rurales sont responsables de leur propre bien-être, mais demande que les gouvernements, à tous les niveaux, y compris au niveau européen, s'attèlent à promouvoir ce partenariat essentiel.

La campagne autour du Manifeste vise à influencer la préparation des politiques européennes en rapport

avec les zones rurales pour la période au-delà de 2020.

### LIEN AVEC LE PARLEMENT RURAL EUROPÉEN

Le Parlement rural européen est une campagne à long terme qui donne la parole aux populations rurales d'Europe et encourage les habitants à « s'aider eux-mêmes » et à agir, en partenariat avec la société civile et les gouvernements.

Depuis le premier Parlement rural européen, en 2015, des efforts concertés ont permis de donner voix au chapitre à la jeunesse rurale sur les questions qui la concernent. Cet objectif commun a imprimé l'élan nécessaire à l'organisation du tout premier Parlement européen de la jeunesse rurale.

L'ERYP a été organisé par le Forum rural letton, Latvian 4H, Rural Youth Europe et l'Association de l'action villageoise en Finlande (SYTY).

Les conclusions de l'ERYP ont été utilisées pour documenter la préparation du Parlement rural européen qui s'est réuni en octobre 2017, à Venhorst, aux Pays-Bas

### POUR EN SAVOIR PLUS

Parlement rural européen :  
[www.europeanruralparliament.com](http://www.europeanruralparliament.com)  
Forum rural letton : <http://lf.partneribas.lv/lv>

Latvian 4H : [www.mazpulki.lv](http://www.mazpulki.lv)  
Rural Youth Europe : [www.ruraleyouthurope.com](http://www.ruraleyouthurope.com)  
SYTY : [www.kylatoiminta.fi](http://www.kylatoiminta.fi)



En parallèle, plusieurs acteurs des zones rurales expliqueront aussi comment les RRN peuvent contribuer à rendre les initiatives de test rural plus efficaces.

### UN DÉFI COMMUN

Le «défi rural» auquel sont confrontés les responsables politiques à travers le monde présente certaines caractéristiques communes. Premièrement, le caractère éloigné des zones rurales et leur faible population impliquent que les coûts de mise en place d'une politique peuvent être plus élevés qu'en zone urbaine. Il faut donc prévoir un financement plus important par habitant et/ou la mise en place d'approches différentes.

Deuxièmement, les besoins, les préférences et le potentiel des personnes habitant en

zone rurale peuvent différer de ceux des personnes habitant en zone urbaine. Cet écart peut créer des défis et opportunités en termes de politiques publiques, allant des contributions positives des zones rurales au développement régional et national à leurs besoins en matière de soutien.

Troisièmement, bien qu'historiquement dominés par l'agriculture, les défis en zone rurale touchent aujourd'hui de nombreux domaines et niveaux de gouvernement. Malgré une prise de conscience à ce niveau, la coordination transversale entre les politiques et organes reste problématique. Une situation qui appelle à un travail plus coopératif de la part du gouvernement.

Quatrièmement, la création et la mise en place de politiques sont toutes deux

confrontées à des restrictions budgétaires qui limitent les ressources disponibles. Par exemple, en matière de rassemblement de faits objectifs destinés à identifier les exigences rurales spécifiques, de conception de politiques adaptées et de garantie que les intérêts ruraux soient pris en compte au même titre que les autres intérêts.

Pour répondre à ce défi rural commun, il convient de mettre en place des processus de collecte et d'interprétation des preuves, se concerter avec les parties prenantes et faire le lien avec plusieurs pans du gouvernement afin d'identifier où et comment aborder au mieux les problèmes ruraux. Ces processus peuvent prendre différentes formes et varier en termes d'efficacité et de complexité. Et dans ce contexte, le test rural est une approche qui gagne en importance.

## INTERVIEW

# Phil Hogan

Commissaire européen à l'agriculture et au développement rural



© Union européenne

**Le commissaire Hogan explique son ambition en matière de test rural, indiquant que « nous devons sortir de cette approche en vase clos et nous atteler à fournir des résultats à nos citoyens en zone rurale ».**



### Qu'est-ce que le test rural pour vous ?

Le test rural est une recommandation essentielle de la Déclaration de Cork 2.0, à laquelle j'adhère pleinement. L'objectif du test rural est de s'assurer que les communautés rurales sont entendues et que leur bien-être est pris en compte au moment de formuler des politiques et de fixer des budgets.

Cependant, ce concept implique bien plus que de s'intéresser simplement aux effets et aux implications possibles des politiques sur les zones rurales. Il s'agit aussi de mettre en place des plans et stratégies qui reflètent les besoins et attentes des communautés rurales et de reconnaître leur potentiel pour formuler des solutions innovantes, inclusives et durables. Un test rural efficace doit donc inclure, de manière proactive, les communautés rurales et leur potentiel dans le processus décisionnel.



### Quels sont les avantages du test rural ?

Le test rural sera bénéfique aux communautés rurales, mais aussi à la société dans son ensemble, car les zones



rurales ont le potentiel d'offrir des solutions à plusieurs défis sociétaux. Le test rural peut aider à promouvoir des solutions favorables aux emplois ruraux et à la croissance dans ces régions ainsi qu'à faciliter l'accès de leurs habitants aux services de base.

Prenez l'exemple de la connectivité. Si les politiques publiques ne tiennent pas compte des besoins spécifiques des zones rurales, peu d'efforts seront fournis pour y déployer l'internet à haut débit. Après tout, un nombre plus important de personnes en profiteront si l'argent est investi dans les zones urbaines... Heureusement, ce n'est pas comme ça que les choses fonctionnent au sein de l'UE ! Comme l'a très bien dit cette année M. Juncker, président de la Commission européenne, dans son discours sur l'état de l'Union : « dans une Union où tous sont égaux, il ne peut y avoir de citoyens de seconde classe ». Il est important que nos politiques soient à même d'améliorer la vie de tous les citoyens européens, et le test rural peut nous y aider.

Mais comme je le disais, le test rural ne profite pas uniquement aux communautés rurales. Les zones rurales ont le potentiel de développer de nouvelles chaînes de valeur plus durables, en particulier en ce qui concerne l'économie circulaire et la bioéconomie. Une accélération de ce type de croissance axée sur les ressources profiterait bien sûr à la société dans son ensemble. Pensez par exemple à l'importance de passer à l'énergie renouvelable. Malheureusement, si les entrepreneurs et sociétés de ces zones rurales ne disposent pas des bonnes conditions pour se développer, nous ne verrons jamais ces résultats et personne n'en profitera.



### Que faut-il pour développer ce potentiel ? Quelles sont les prochaines étapes ?

Tout d'abord, il nous faut disposer des bons outils pour une évaluation d'impact précise. La Commission européenne développe actuellement un outil d'évaluation qui permettra aux différents départements



© Tim Hudson

de mesurer les retombées de leurs politiques sur les zones rurales.

Mais il ne faut pas oublier qu'un outil n'est efficace que si l'on s'en sert correctement. Il faut donc s'assurer que cet outil est utilisé comme il se doit. Je sais que dans certains États membres européens, des spécialistes en la matière (des départements pour le développement rural, par exemple) ont été nommés pour encourager le recours au test rural. Il s'agit peut-être d'une initiative dont nous pouvons nous inspirer au niveau de l'UE.

Enfin, nous devons aussi améliorer la collaboration entre les différents domaines politiques et avec les nombreux intervenants impliqués dans le développement rural (échelons local, régional, national et européen). Mais je pense que nous sommes sur la bonne voie. Un exemple est notre projet Villages intelligents, dans le cadre duquel plusieurs niveaux travaillent main dans la main : politiques agricoles et de développement rural, politique régionale, politique en matière de transport, politique de recherche et d'innovation et politique numérique.

Le Parlement européen est très impliqué dans cette initiative et soutient le développement des Villages intelligents, à l'instar du Comité des régions et du Comité économique et social européen.

Nous lançons également un groupe de travail thématique au sein du REDR, qui nous permettra de mieux communiquer avec les communautés locales et de les impliquer dans les décisions. Je pense que les initiatives de ce genre bénéficient d'un appui croissant au sein de la sphère politique et sur le terrain, car personne ne peut nier leur caractère prometteur. Et c'est aussi tout le principe de la Déclaration de Cork 2.0 : sortir de cette approche en vase clos et nous atteler à fournir des résultats à nos citoyens en zone rurale.



### Un petit mot d'encouragement envers les réseaux ?

Je n'ai qu'une chose à dire : continuez sur cette voie ! Je pense que ce que vous accomplissez en termes de mise en réseau, de partage des connaissances, de bonnes pratiques et d'apprentissage mutuel est un exemple parfait de ce que prône l'Union européenne : progresser et prospérer ensemble.



À LA UNE... LE TEST RURAL

## LE POINT DE VUE DU RÉSEAU

# Les RRN peuvent être un moteur pour le test rural

La question du test rural a été largement abordée lors des dernières réunions des réseaux ruraux nationaux (RRN). Pourquoi le réseau se penche-t-il sur la question aujourd'hui et comment peut-il y contribuer ?

Le test rural consiste à mieux collaborer et à faire coïncider les politiques pour que tous bénéficient de meilleurs résultats. Il s'agit en fait de sortir d'une approche en vase clos, comme l'a indiqué le commissaire Hogan dans son interview pour ce numéro de Rural Connections. Plusieurs pays considèrent déjà le test rural comme un mécanisme permettant aux zones rurales de profiter elles aussi des politiques mises en place. Le PC du REDR a demandé leur avis aux acteurs ruraux, et certaines idées intéressantes en sont ressorties.

- Pour un test rural réussi, il faut un spécialiste politique ou administratif. En Finlande, il s'agit du Comité pour la politique rurale et en Angleterre du DEFRA (Department for the Environment, Food and Rural Affairs). Dans tous les cas, les RRN travaillent en étroite collaboration avec ces organisations et assument des responsabilités spécifiques.

« Le RRN réunit les parties prenantes dans un contexte neutre afin d'identifier les différentes pièces du puzzle, jusqu'à ce que la situation soit claire pour chacun. »

Maria Gustafsson,  
Unité suédoise de soutien au réseau

- Pour être efficace, un test rural doit se baser sur les preuves de l'influence de diverses politiques sur les zones rurales. Les RRN contribuent à rassembler ces preuves et peuvent mettre en place des canaux de feed-back pour les parties prenantes concernant les lacunes et l'inefficacité des politiques, l'objectif étant de maintenir les questions rurales à l'ordre du jour.

- Le rôle des RRN prend toute son importance lors de la mise en place de nouvelles politiques pouvant avoir une influence considérable sur les services ruraux. Par exemple, la Finlande est en pleine réforme administrative à la suite de la fusion de nombreuses autorités locales, tandis qu'en Suède, un comité parlementaire a proposé 65 nouvelles mesures pour le développement rural. Dans les deux cas, les RRN rassemblent des preuves et s'entretiennent avec les acteurs ruraux.

« Le test rural est un concept qui ne se limite pas à des consultations officielles et listes de vérification. Les activités d'implication des parties prenantes des RRN font partie intégrante du processus. »

Ave Bremse,  
Unité estonienne de soutien au réseau

- Le test rural doit être appliqué par différents ministères, départements et niveaux de gouvernement. Étant donné que ce mécanisme n'est souvent pas obligatoire, les responsables politiques doivent en voir la valeur ajoutée plutôt

que le considérer comme un autre fardeau. Des lignes directrices et formations claires sont dès lors nécessaires. Les RRN peuvent aider à ce niveau, et le font d'ailleurs déjà. À titre d'exemple, en Finlande, le RRN contribue à évaluer les effets de la réforme administrative dans trois zones rurales pilotes.

- Les RRN sont particulièrement efficaces quand il s'agit d'atteindre des «voix cachées», c'est-à-dire des secteurs et pans de la population qui ont une influence moindre dans le processus formel de prise de décision. En Finlande toujours, le RRN a par exemple nommé des GAL pour aider à atteindre les populations locales.

« Le rôle des RRN dans le contexte du test rural est de révéler le côté humain qui se cache derrière les preuves quantitatives et de sensibiliser les gens à la problématique, afin que chacun comprenne les conséquences réelles des politiques sur les communautés rurales. »

James Elliott,  
Unité anglaise de soutien au réseau

### POUR EN SAVOIR PLUS

Vous avez envie de participer à la discussion concernant le rôle des RRN dans le test rural ? Veuillez contacter Elena Maccioni à l'adresse [elena.maccioni@enrd.eu](mailto:elena.maccioni@enrd.eu)

À LA UNE... LE TEST RURAL

**REPORTAGE**

# Le chemin long et sinueux vers le test rural

Depuis que le test rural a été rendu obligatoire en Angleterre en 2000, l'approche britannique a largement évolué.



© Pexels

Le test rural a été adopté au Royaume-Uni afin de s'assurer que l'attention nécessaire puisse être portée aux questions rurales lors de chaque prise de décision politique. Les lignes directrices en la matière concernent la compréhension des conséquences des politiques du gouvernement, le but étant de garantir que les zones rurales ne sont pas délaissées et de trouver la meilleure façon d'appliquer les politiques dans ces zones rurales. Ce principe rejoint ce qui est mis en place pour les politiques relatives à d'autres problématiques transversales, telles que l'évolution démographique, l'égalité des sexes ou le changement climatique.

Bien que la définition puisse varier, le principe de mesure de l'impact territorial implique généralement l'exigence formelle de suivre une liste de vérification en bénéficiant de l'accompagnement de spécialistes et d'indiquer la manière dont les questions rurales sont envisagées et abordées. À cela peuvent encore s'ajouter des procédures formelles de consultation et de suivi.

Plusieurs de ces éléments peuvent déjà avoir été déployés sous différents noms dans d'autres pays, mais un rapport<sup>(1)</sup> de l'OCDE publié en 2011 a indiqué que l'Angleterre était la seule à avoir utilisé cette approche.

(1) Examens de l'OCDE de la politique rurale: Angleterre, Royaume-Uni, Publications de l'OCDE, Paris, 2011.

La Déclaration de Cork 2.0 intégrant un engagement de test rural au sein de l'UE, ce numéro de Rural Connections se plonge dans les origines, l'objectif et l'efficacité du test rural en Angleterre et ailleurs au Royaume-Uni.

## ANGLETERRE

Le test rural est devenu obligatoire en Angleterre en 2000. Cet engagement a été renouvelé à plusieurs reprises (notamment en 2017) bien que les modalités pratiques et arrangements institutionnels aient évolué pour refléter les améliorations de processus et les changements au niveau des structures gouvernementales. Par ailleurs, l'évolution progressive vers une généralisation du test rural a permis de garantir des politiques plus adaptées aux besoins locaux, qu'il s'agisse de zones urbaines ou rurales, le test rural faisant alors office de mécanisme pour y parvenir.

« Les départements gouvernementaux doivent faire évoluer leur test rural. »

*England Rural Coalition, 2017*

La responsabilité du test rural incombe aux départements gouvernementaux

individuels, qui bénéficient du soutien du Department for the Environment, Food and Rural Affairs (DEFRA), agissant en tant que spécialiste des questions rurales. Ce soutien est donné sous la forme de conseils et d'aide à la compilation de preuves pour aider à remplir la liste de vérification.

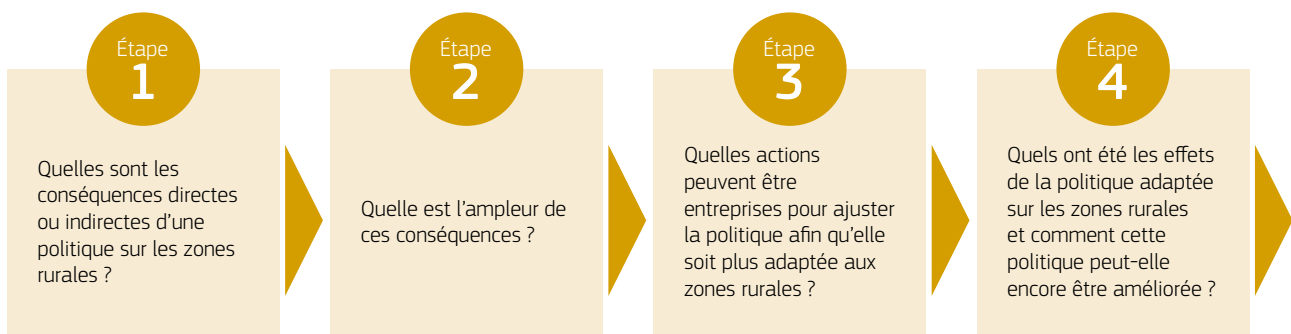
À la suite d'un examen indépendant réalisé en 2015<sup>(2)</sup>, le DEFRA a récemment reformulé ses recommandations<sup>(3)</sup> dans le cadre d'un processus de test rural en quatre étapes.

La première étape implique de passer en revue les preuves et d'entamer le dialogue avec les parties prenantes afin d'identifier les conséquences potentielles d'une politique sur les zones rurales. La deuxième étape consiste à examiner les influences et à définir si elles sont différentes dans les zones urbaines et dans les zones rurales. Si des différences sont identifiées ou attendues et jugées suffisamment significatives que pour devoir être atténuées, la troisième étape consiste à se demander comment adapter la politique/mise en œuvre. La quatrième étape implique le suivi et l'évaluation de manière continue des effets de la politique ainsi que l'éventualité d'autres ajustements.

Les lignes directrices comprennent une liste des points courants à prendre en compte, une série d'ajustements possibles et quelques études de cas qui illustrent des exemples de test rural réussi. Sont aussi fournies des sources d'informations et de conseils, provenant notamment de spécialistes internes.

Les conseils reformulés sont assortis d'engagements reformulés également afin d'encourager un contact plus étroit et plus régulier entre les spécialistes de questions rurales et le personnel d'autres organes gouvernementaux. Ce point est crucial étant donné que l'examen de 2015, qui faisait écho à des analyses antérieures, indiquait que le respect des exigences de test rural était toujours incohérent à travers les différents domaines politiques, et parfois même incomplet ou absent (même si des exemples de bonnes pratiques ont aussi été relevés). Cela dit, malgré le caractère obligatoire du test rural, nombreux étaient les décideurs politiques à ne pas être au courant de leurs obligations, à manquer des compétences ou des connaissances requises pour respecter les exigences ou à ne pas considérer le test rural comme une priorité.

### Processus de test rural en quatre étapes



(2) Independent Rural Test Implementation Review, Report to DEFRA, Lord Cameron of Dillington, janvier 2015.

<https://www.gov.uk/government/publications/rural-proofing-independent-implementation-review-lord-cameron-review>

(3) Rural test: practical guidance to assess impacts of policies on rural areas, DEFRA, mars 2017.

[https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/600450/rural-proofing-guidance.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/600450/rural-proofing-guidance.pdf)

## IRLANDE DU NORD

Le gouvernement d'Irlande du Nord s'est engagé à appliquer le test rural en 2002, publiant des lignes directrices et offrant le soutien de spécialistes, en imposant également aux organes gouvernementaux de consigner les activités de test rural dans des rapports annuels. À la suite d'un examen en 2005, qui a révélé un respect décevant des exigences en matière de test rural, les lignes directrices ont été reformulées avec l'aide de parties prenantes externes et des sources de soutien supplémentaires ont été mises en place.

« Il faut absolument mettre en avant la question du test rural. »

*Rural Community Network,  
Irlande du Nord, 2014*

Un groupe de pilotage interdépartemental sur le test rural a également été créé afin de coordonner le processus et d'en examiner l'efficacité. Malheureusement, le respect des exigences en matière de test rural restait incohérent et les parties prenantes externes ont demandé à ce que le test rural devienne légalement obligatoire. Résultat : ces exigences ont été intégrées au Rural Needs Act en 2016. Les effets de cette initiative et de la simplification des comptes-rendus

doivent encore se manifester, mais une recherche locale indique un besoin de clarifier la terminologie et les responsabilités pour le personnel du gouvernement et les parties prenantes, suggérant la mise en place d'un soutien renforcé.

## PAYS DE GALLES

Le gouvernement du Pays de Galles s'est engagé à appliquer le test rural au début des années 2000. Depuis lors, il a régulièrement renouvelé cet engagement dans plusieurs documents officiels. Les décideurs politiques doivent évaluer les influences de leur travail et sont encouragés à demander le soutien de spécialistes dès que nécessaire.

« Tous les programmes d'investissement du gouvernement du Pays de Galles et de l'Union européenne doivent faire l'objet d'un processus strict de test rural. »

*Welsh Council for Voluntary Action, 2014*

Des recommandations écrites sont disponibles pour un processus en deux étapes comprenant un outil de dépistage et une liste de vérification, le premier étant examiné par une équipe de spécialistes du test rural afin de décider si les conséquences possibles appellent à

remplir entièrement la liste de vérification pour ajuster la politique et/ou la mise en place.

Les décideurs ont la possibilité de travailler avec un personnel spécialisé afin de rassembler les données et preuves nécessaires pour comprendre la situation dans les zones rurales et les défis auxquels celles-ci sont confrontées. Cependant, le respect des exigences en termes de test rural se révèle incohérent et plusieurs parties prenantes externes demandent des améliorations.

## ÉCOSSE

Contrairement aux autres membres du Royaume-Uni, l'Écosse n'a pas adopté le test rural comme processus pour veiller à la prise en compte des intérêts des zones rurales. Le pays a plutôt opté pour un processus de généralisation, intégrant automatiquement les questions rurales au sein des débats de politique générale. Cette approche met plus formellement l'accent sur des mécanismes de consultation des parties prenantes et de discussion entre les différents pans du gouvernement.

Un parlement rural écossais a été mis sur pied en 2014, avec pour mission de multiplier les échanges entre les parties prenantes, afin de faciliter le dialogue autour des besoins des habitants et entreprises des zones rurales. Le choix de la généralisation reflète la dominance des zones rurales sur le territoire écossais, parmi lesquelles des communautés très éloignées ou insulaires (une ruralité totalement différente que celle rencontrée en Angleterre).

Cependant, malgré la publication de documents stratégiques successifs et la confirmation répétée des engagements du gouvernement envers les zones rurales, des groupes d'acteurs appellent au test rural.

Cette tendance pourrait davantage se renforcer à la suite de l'entrée en vigueur imminente d'exigences légales en faveur d'un « island test » destiné à prendre en compte les besoins spécifiques d'une série





© Rural Matters, Matt Cartney, 2017

de communautés rurales implantées sur les îles écossaises.

## CONCLUSION

Adopté au début des années 2000, le test rural reste le mécanisme de préférence en Angleterre, en Irlande du Nord et au Pays de Galles pour assurer des politiques justes et efficaces. Néanmoins, les modalités pratiques varient d'un pays à l'autre et ont évolué avec le temps, ce qui donne une mise en pratique incohérente et incomplète.

Les obligations ont été précisées, les recommandations reformulées, le soutien spécialisé renforcé et les mécanismes d'interaction intergouvernementaux formalisés à tous les niveaux. Ce dernier point révèle un léger changement d'orientation et de langage vers une généralisation des questions rurales, particulièrement en Angleterre. En Écosse, où la généralisation est l'approche privilégiée jusqu'à présent, l'adoption d'un « *island test* » pourrait venir encore renforcer les appels pour un test rural plus vaste.

Dans ce contexte, une certaine convergence des approches au sein du Royaume-Uni

peut se produire. Des réunions conjointes impliquant des représentants de chaque partie du pays ont d'ailleurs déjà été organisées. Tout cela révèle que, malgré les situations spécifiques à chaque pays, des défis communs sont bien présents. Par exemple, les questions de savoir comment gérer les différences au sein des zones rurales et avec les zones urbaines, comment attirer l'attention des décideurs sur ce sujet par rapport à d'autres priorités, comment utiliser au mieux les preuves récoltées et comment évaluer la réussite du test rural.<sup>(4)</sup> Cela ne signifie pas que les

mêmes approches peuvent simplement être appliquées dans d'autres juridictions, notamment car des différences notables existent entre les zones rurales, ni qu'une approche est supérieure à une autre, mais simplement que le besoin d'adapter sans cesse l'administration publique et les décisions politiques peut être facilité par le partage d'expériences.

### POUR EN SAVOIR PLUS

England Rural Coalition, 2017 :

<http://acre.org.uk/cms/resources/rural-coalition-statement-2017-low-res.pdf>

Rural Community Network, Irlande du Nord, 2014 :

<http://www.niassembly.gov.uk/globalassets/documents/agriculture-and-rural-development/reviews/anti-poverty/evidence-session/rural-community-network.pdf>

Welsh Council for Voluntary Action, 2014 :

[https://www.wcva.org.uk/media/959946/wcvareponse\\_rdp2014-2020.14april2014eng.pdf](https://www.wcva.org.uk/media/959946/wcvareponse_rdp2014-2020.14april2014eng.pdf)

(4) Certains estiment que le principe du test rural est rarement structuré en tous points et que les objectifs sont rarement définis.



À LA UNE... LE TEST RURAL

## OPINION

## Guillaume Cros

Rapporteur du Comité européen des Régions sur la PAC post 2020  
et Vice-Président de la région Occitanie

La mise en oeuvre du « test rural » doit s'accompagner d'un soutien politique fort au niveau européen qui doit se matérialiser par l'adoption d'un agenda rural.



© Union européenne, Patrick Mascart

Dans l'avis du Comité européen des Régions sur la Politique Agricole Commune post 2020<sup>(1)</sup> adopté le 12 juillet dernier, nous soulignons que les zones rurales sont en perte de vitesse par rapport aux zones urbaines et que cet écart est d'autant plus inquiétant qu'il continue à se creuser, notamment sous l'effet de l'accélération qu'a connu le développement des grandes villes et des capitales, par ailleurs appuyé par certaines politiques européennes.

Force est de constater que la manière dont sont utilisés les fonds structurels actuellement accroît ces inégalités. La

répartition inéquitable des aides du premier pilier de la PAC, la dérégulation des marchés agricoles européens et les règles actuelles du commerce international renforcent la concentration de la production dans les zones plus intensives et accélèrent le processus de disparition des exploitations sur le reste du territoire. La politique de développement rural engagée depuis 1999 ne pouvait inverser cette tendance, compte tenu de la faiblesse des fonds disponibles par rapport au premier pilier et de son cofinancement par les États membres.

Au-delà de la seule Politique Agricole Commune, il est indispensable de diversifier les points d'entrée et de considérer le rural dans toutes les politiques européennes: les besoins des territoires ruraux dépassent largement ce que peut faire la seule politique de développement rural. L'étude du Comité européen des Régions sur le budget européen<sup>(2)</sup> consacré aux zones rurales a prouvé son insuffisance au regard de l'importance des zones rurales en Europe. Plus inquiétant encore, celui-ci se réduit de manière significative par rapport à la période de programmation précédente. Il est ainsi passé de 32,6% du budget des Fonds structurels à 21,3% au cours de l'actuelle période de programmation (CFP 2014-2020).

C'est particulièrement vrai pour le Fonds Européen de Développement

(1) La PAC post-2020, avis du Comité européen des régions, 12 juillet 2017.

<http://cor.europa.eu/en/activities/opinions/pages/opinion-factsheet.aspx?OpinionNumber=CDR%201038/2017>

(2) Évolution du budget affecté à la politique de développement rural, Comité des régions, 2016.

<https://cor.europa.eu/en/documentation/studies/Documents/Evolution-Budget-Dedicated-Rural-Development-Policy.pdf>



© Atlas Kivec

Régional (FEDER) qui a été orienté par les gestionnaires des fonds européens de plus en plus vers le financement des zones urbaines en lien avec l'adoption d'un agenda urbain, ou qui, en raison du taux élevé de cofinancement demandé, n'est pas adapté aux territoires ruraux.

Alors que le dépeuplement rural – en particulier le mouvement des jeunes issus de zones rurales ou reculées vers les villes moyennes ou grandes – est un problème grave dans l'ensemble de l'Europe, il est également regrettable de constater que le Fonds social européen (FSE) pour la formation professionnelle peine à se déployer en zones rurales. Seuls 7 % du FSE sont consacrés aux zones rurales au cours de l'actuelle période de programmation, ce qui est notoirement insuffisant pour répondre au besoin de ces territoires.

Toutes les politiques structurelles devraient faire du développement rural leur objectif prioritaire, conformément à l'objectif de cohésion territoriale inscrit dans le traité de Lisbonne. Cela suppose un réexamen des stratégies structurelles et régionales de l'UE.

La première déclaration de Cork, adoptée le 9 novembre 1996, réclamait à juste titre un «équilibre plus juste» entre zones rurales et zones urbaines en matière de dépenses

publiques et d'investissements. Il est clair aujourd'hui qu'elle n'a pas pleinement rempli ses objectifs, faute d'engagements concrets. Pour le Comité européen des Régions, il est essentiel que la nouvelle déclaration de Cork<sup>2</sup> ne reste pas lettre morte. Pour cela il faut la doter d'un plan d'actions européen. La Commission doit donc proposer et mettre en place au plus vite des mesures concrètes sur la manière de mettre en oeuvre le «test rural» dans l'ensemble des politiques de l'UE.

Ce plan d'action doit s'accompagner d'un soutien politique fort au niveau européen qui doit se matérialiser par l'adoption d'un Agenda rural, en complémentarité avec l'Agenda Urbain. En effet comme nous l'avons vu lors de la conférence organisée en mai dernier par le Comité européen des régions en partenariat avec Ruralité-Environnement-Développement «RURAL post-2020 : plus ambitieux, plus transversal ! Un Agenda Rural pour réenchanter le projet européen», les succès mitigés du «test rural» en Finlande et au Canada résultent de l'absence d'une véritable coordination horizontale de toutes les politiques nécessaires à un véritable développement rural. Cette coordination horizontale des politiques nécessite une volonté politique forte. C'est pourquoi le Comité européen des Régions soutient

l'appel du Mouvement Européen de la Ruralité et de l'intergroupe parlementaire «zones rurales, de montagnes et isolées (RUMRA)» en faveur d'un Agenda rural. Cet Agenda rural européen donnera le cadre politique et les orientations opérationnelles d'une politique spécifique de développement des territoires ruraux répondant à leur diversité et à la dimension multisectorielle de leurs réalités économiques.

Des solutions existent localement. En Région Occitanie, nous avons lancé un seul appel à projets pour soutenir des plans d'actions intégrés en zones rurales grâce à l'approche LEADER et en zones urbaines avec les investissements territoriaux intégrés. Cet appel à projets conjoint a permis de coordonner et d'harmoniser un développement de tous les territoires. La prochaine programmation après 2020 doit permettre à tous les territoires de trouver des solutions locales adaptées à leur contexte spécifique et d'engager des opérations de développement urbain, périurbain et rural simultanément.

 POUR EN SAVOIR PLUS

[www.cor.europa.eu](http://www.cor.europa.eu)

À LA UNE... LE TEST RURAL

## REPORTAGE

# La vision nordique : réflexions avant et après le test rural

Les pays nordiques sont très en avance en termes de test rural. La Finlande applique le test rural depuis maintenant plus de dix ans. Et après une étude approfondie du processus, la Suède est sur le point de définir comment le test rural façonnera son futur développement rural. Rural Connections examine les enseignements que nous pouvons tirer de ces deux pays.



© Maaseutuverkosto, Contium Oy

## FINLANDE

### PAYS PIONNIER

La Finlande est l'un des pays les plus ruraux d'Europe et l'un des rares à appliquer le test rural aux échelons national, régional et local.<sup>(1)</sup> Depuis plus d'une décennie, le test rural y est encouragé comme une méthode permettant de mieux prendre en compte les besoins ruraux dans le processus décisionnel finlandais.

L'objectif du test rural en Finlande est de promouvoir l'égalité entre les zones

rurales et urbaines, tout en sensibilisant aussi aux besoins ruraux. Le test rural est considéré comme un élément essentiel dans l'application de la vision de politique rurale, selon laquelle les zones plus reculées contribuent activement à la prospérité et à la société au niveau national. Depuis le départ, il est clair qu'une attention particulière doit être portée, au sein du processus de test rural, aux zones faiblement peuplées (qui représentent 68% du territoire finlandais).

À l'échelle nationale, le Conseil pour la politique rurale, un organe de coopération transversal désigné par le gouvernement, est responsable de la préparation, de la coordination et de la mise en place de

(1) La rédaction de ce contenu sur la Finlande n'aurait pas été possible sans l'aide de Christell Åström, conseillère ministérielle pour le ministère finlandais de l'Agriculture et des Forêts ([Christell.Astrom@mmm.fi](mailto:Christell.Astrom@mmm.fi)) et de Taina Väre, conseillère senior pour l'Association des autorités locales et régionales finlandaises ([Taina.Vare@kuntaliitto.fi](mailto:Taina.Vare@kuntaliitto.fi)).

**Politique rurale « large »  
et « ciblée »**

La Finlande dispose d'une stratégie nationale complète et intégrée pour le développement rural. Les politiques sont réparties dans deux catégories : le développement rural « ciblé », qui vise directement des zones rurales comme les PDR ; et le développement rural « large », comprenant les politiques en matière d'éducation, de santé et de transport qui s'appliquent à l'ensemble du pays, mais qui sont aussi critiques pour la vie rurale. Le test rural fait le lien entre ces deux catégories.

la politique rurale. Le rôle de ce Conseil est d'améliorer les structures et les pratiques en matière de politique rurale et de développement rural sur la base de réseaux et partenariats, le tout dans le respect d'une politique locale.

Le test rural en Finlande est réparti sur deux niveaux : le niveau national, plus axé sur la stratégie, et le niveau régional ou local, plus axé sur le processus de mise en place. Les lignes directrices et modèles du Conseil sont recommandés lorsqu'une décision peut avoir des retombées régionales dans les zones rurales, que la décision soit prise au niveau national ou local. Le test rural est particulièrement important lorsque des réformes administratives profondes sont mises en place, comme c'est le cas aujourd'hui.

**PLACE AU CHANGEMENT**

La Finlande se prépare à une réorganisation en profondeur de son administration, qui pourrait retirer aux communes le contrôle de divers services et politiques. Des études pilotes sont menées pour définir la réforme à mettre en place dans d'autres localités.

Le test rural, en tant que processus impliquant des représentants des secteurs public, privé et sans but lucratif, se révèle capital dans la consolidation des idées et de l'engagement.

Par exemple, l'Association des autorités locales et régionales finlandaises coordonne un projet financé par le Conseil pour la politique rurale, qui teste l'outil de test rural dans le cadre des réformes régionales en cours dans deux régions très différentes, celles de Pirkanmaa et de Kainuu.

Cette phase de test comprend une évaluation du contenu produit dans le processus de réforme (2016-2017), des ateliers locaux et régionaux sur des thèmes choisis (services, économie, démocratie) ainsi que des interviews et questionnaires.

L'objectif est de développer l'outil afin de créer un mécanisme qui permettra aux nouvelles régions d'inclure le test rural dans leur processus décisionnel, à la fois pendant le processus de réforme, afin d'en évaluer les conséquences possibles, et après, au sein des nouvelles régions définies en 2018. Le projet pilote est géré par un coordinateur régional et un groupe

de travail comprenant des représentants de plusieurs organisations rurales.

**VOLONTAIRE OU OBLIGATOIRE ?**

L'un des défis actuels en termes de test rural est le fait qu'il ne soit pas encore obligatoire ou systématiquement mis en place dans le pays. Les administrations sont libres de choisir si elles souhaitent y recourir.

Ce caractère volontaire du test rural fait à nouveau l'objet de discussions. Au niveau national, un groupe de travail parlementaire pour les régions faiblement peuplées est en train d'examiner si le test rural doit être rendu obligatoire dans ces régions. En parallèle, le Conseil pour la politique rurale travaille à rendre le recours au test rural plus systématique. Au niveau local également, on continue d'intégrer le test rural aux réformes en cours et d'encourager la participation dans le processus.

**RRN ET LE TEST RURAL**

Le RRN finlandais entretient des liens forts avec le Conseil pour la politique rurale. Le rôle du RRN dans le test rural sera primordial dans le contexte de la future réforme administrative en Finlande.

Généralement, les RRN peuvent assumer un rôle central dans la sensibilisation des décideurs politiques à l'échelle nationale et locale quant à la valeur ajoutée que le test rural peut apporter à leurs politiques.

Le RRN finlandais considère la participation des groupes d'action locale (GAL) comme essentielle pour garantir que la réforme administrative exploite au maximum l'expérience et le potentiel de LEADER afin de créer et de fournir des services en Finlande.

« Le Conseil pour la politique rurale place les questions rurales à l'ordre du jour des décideurs politiques et formule des recommandations sur la façon de mettre en place le test rural. Chaque pays devrait en avoir un ! »

Juha-Matti Markkola, Unité finlandaise de soutien au réseau

## SUÈDE

### CAP SUR LE TEST RURAL

En janvier 2017, un Comité pour les zones rurales, désigné par le gouvernement, a présenté un rapport pour une politique nationale cohérente comprenant 65 mesures pour le développement durable des zones rurales suédoises.

Le Comité pour les zones rurales a souligné qu'une approche sectorielle forte de la part du gouvernement était problématique dans le cas de domaines complexes tels que la politique rurale. Les bons outils et l'approche adéquate sont pourtant nécessaires pour parvenir à coordonner les mesures dans différents domaines. Le Comité a donc proposé spécifiquement que le test rural soit mis en place en Suède.

Dans le cadre de son travail, le Comité a étudié la mise en place de ce mécanisme dans d'autres pays. Certains domaines ont été identifiés comme étant plus importants pour le développement rural, notamment les entreprises, l'entrepreneuriat, les infrastructures et l'accès à l'internet haut débit ou encore les services publics et commerciaux.

Le Comité a défini trois conditions pour un test rural efficace : un vrai mandat de la part du gouvernement ; un système qui favorise le gain de connaissances ; et des mesures obligatoires. Cette approche fournirait la distance nécessaire pour examiner l'influence des décisions et politiques sur les zones rurales, permettrait d'améliorer la recherche et aiderait à rassembler des connaissances sur les zones rurales.

Des mesures ayant une influence sur les zones rurales ont été identifiées par le Comité. Dans le cadre du test rural, ces mesures seront examinées par les organes publics concernés. Un système de listes de vérification créé par les autorités nationales et des systèmes de test rural



© Maaseutuverkosto, Contum Oy

à l'échelle des communes ont également été envisagés.

Conscient que les procédures de test rural ne doivent pas devenir un fardeau pour les décideurs politiques, le Comité a indiqué que les personnes et organismes en charge des affaires rurales devaient assurer le suivi et le signalement des décisions politiques prises avec ou sans test rural.

### CONSULTATION AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le rapport final du Comité a été mis à disposition pour consultation et envoyé à environ 400 organisations non gouvernementales et autres organes gouvernementaux concernés. Certains ont souligné la charge administrative supplémentaire que représentaient ces propositions pour les décideurs politiques. Les personnes en faveur de ces propositions ont insisté sur le besoin d'identifier les responsables du test rural et de leur confier un mandat, ainsi que sur le besoin de suivre les résultats du test rural de manière systématique.

Le RRN suédois a participé aux débats sur le test rural. En fonction de la façon dont le test rural est mis en place, il peut être nécessaire de communiquer avec les parties prenantes locales, de rassembler

des connaissances basées sur l'expérience et de soutenir une analyse complète des questions rurales.

Reste à voir comment la Suède utilisera le test rural. Le gouvernement est en train d'examiner le feed-back reçu et prévoit de faire une proposition au printemps 2018. À noter qu'une analyse territoriale de l'OCDE sur la Suède<sup>(2)</sup>, publiée en 2017, recommande à ce pays de mettre sur pied une politique de test rural pour compléter la politique de croissance régionale existante. La politique de croissance régionale existante vise à prendre en compte la dimension rurale, mais aussi la dimension urbaine dans le développement régional.

### PROCHAINES ÉTAPES

Le test rural a le potentiel de transformer le développement rural. Le PC du REDR va continuer à suivre les pionniers dans ce domaine et à en partager les leçons avec le réseau.

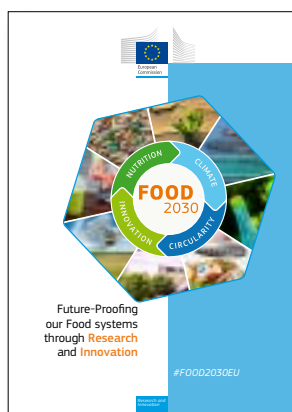
(2) Examens territoriaux de l'OCDE: Suède, 2017, Éditions OCDE, Paris. [www.oecd.org/sweden/oecd-territorial-reviews-sweden-2017-9789264268883-en.htm](http://www.oecd.org/sweden/oecd-territorial-reviews-sweden-2017-9789264268883-en.htm)



# Ouvrages & publications

## Assurer l'avenir de nos systèmes alimentaires grâce à la recherche et à l'innovation

### Commission européenne, direction générale de la recherche et de l'innovation



Cette publication passe en revue la contribution des politiques européennes de recherche et d'innovation (R&I) à la transformation des systèmes alimentaires afin qu'ils soient durables, résilients, diversifiés, inclusifs et compétitifs.

« FOOD 2030 », l'approche systémique de rapprochement, d'amélioration et de stimulation de la R&I, vise à apporter des solutions face à quatre priorités fondamentales : la nutrition; le climat; l'économie circulaire; et l'innovation. La publication présente des projets de recherche financés par l'UE au titre de ces quatre priorités, qui ont contribué à la transformation des systèmes alimentaires, dans une optique de durabilité.

La publication décrit les principes de l'initiative FOOD 2030 qui encourage un débat ouvert entre les parties prenantes sur l'avenir des chaînes de valeur alimentaires, tout en préparant le programme-cadre européen pour la recherche et l'innovation et les perspectives dans ce domaine à l'horizon 2030.

ISBN 978-92-79-69840-8

## Natura 2000 et les forêts

Évaluer l'efficacité et l'état de mise en œuvre

### Institut européen de la forêt



Cette publication traite de la mise en œuvre de Natura 2000 – le réseau écologique paneuropéen des zones protégées – dans les forêts et de son influence sur la biodiversité, la gestion forestière et autres utilisations des sols dans l'UE.

L'étude, qui vise à combler le manque actuel de connaissances dans ce domaine, compile les recherches scientifiques et formule des recommandations pour aider les

responsables politiques à gérer les nombreux aspects de la conservation de la biodiversité dans les forêts européennes. Elle examine les pratiques et approches de la surveillance de la biodiversité forestière ainsi que les défis, les réalisations et l'efficacité de la mise en œuvre de Natura 2000 dans les forêts des points de vue politique, économique et écologique.

ISBN 978-952-5980-37-0

## Agriculture familiale en Espagne – 2017

### Union des Petits Agriculteurs et Eleveurs, UPA



Cette publication se penche sur les thèmes clés de l'agriculture, du développement et de l'innovation dans les territoires ruraux, et les risques d'exode rural. Les professionnels du développement rural y trouveront divers articles, études, analyses et données

sur des thèmes comme le changement climatique, LEADER intelligent, la politique agricole commune (PAC) 2020, la numérisation et la diversification des activités rurales.

Elle se penche sur les défis auxquels sont confrontées les zones rurales aujourd'hui, comme les structures territoriales, la démographie et l'exode vers les villes qui touche de nombreux territoires en Espagne et dans le monde.

ISSN 1887-9292

## *Dynamique de la spécialisation agroalimentaire intelligente – Coopération agroalimentaire transrégionale*

**Commission européenne,  
Centre commun de recherche**



Ce rapport fournit aux responsables politiques, aux praticiens et aux chercheurs des informations sur la dynamique, la gouvernance et le fonctionnement de la plateforme de spécialisation intelligente du secteur agroalimentaire. Il décrit les grandes étapes du processus et les principales réalisations.

La publication décrit les étapes à suivre par les responsables politiques et les représentants régionaux qui souhaitent

animer et soutenir des partenariats thématiques au sein de cette plateforme et y contribuer activement. Elle inclut quatre études de cas en rapport avec ces partenariats, qui décrivent les motivations et les objectifs des régions participantes.

Ces études de cas couvrent les thèmes suivants : l'agriculture de haute technologie (Toscane, Italie) ; la traçabilité et le « big data » (Andalousie, en Espagne, et Émilie-Romagne, en Italie) ; l'agroalimentaire européen et les systèmes électroniques intelligents (Flandre, Belgique) ; et le projet pilote de bioéconomie - Agri-Food (Lombardie, en Italie, et Randstad, aux Pays-Bas).

ISBN 978-92-79-70281-5

## *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture*

Tendances et défis

**Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture (FAO)**



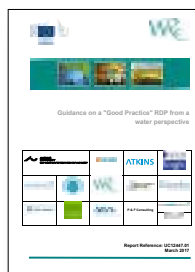
Ce rapport fournit des éclaircissements sur la nature des défis pour l'agriculture et les systèmes alimentaires, aujourd'hui et tout au long du XXI<sup>e</sup> siècle.

Il analyse 15 tendances mondiales intimement liées et donne un aperçu d'une série de défis – au nombre de dix – qui doivent être relevés pour développer un secteur agricole durable et garantir la sécurité alimentaire pour tous. Il en émerge que le statu quo n'est pas viable et qu'une transformation majeure des systèmes agricoles, des économies rurales et de la gestion des ressources naturelles s'impose.

ISBN 978-92-5-109551-5

## *Publications de la DG Environnement sur le sol et l'eau*

**Commission européenne, direction générale de l'environnement (DG ENV)**



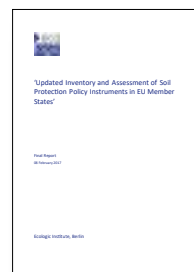
*Guide – Bonnes pratiques dans le  
domaine de l'eau au niveau d'un PDR*

REF UC12447.01



*Rapport européen : statistiques  
descriptives clés sur l'examen des  
questions en rapport avec l'eau dans  
les PDR 2014-2020*

REF UC12064.01



*Inventaire actualisé et évaluation  
des instruments de la politique de  
protection des sols des États membres  
de l'UE, Institut de l'Ecologie, Berlin  
(commandé par la DG ENV)*

# PUBLICATIONS DU REDR

Restez au courant des dernières nouvelles, des points de vue et des évolutions du développement rural européen en lisant les diverses publications du REDR.

Celles-ci sont disponibles dans la section « Publications » à l'adresse <https://enrd.ec.europa.eu> ou en s'abonnant à l'adresse [subscribe@enrd.eu](mailto:subscribe@enrd.eu). Pour plus d'informations, contactez [info@enrd.eu](mailto:info@enrd.eu).

## REVUE RURALE DE L'UE

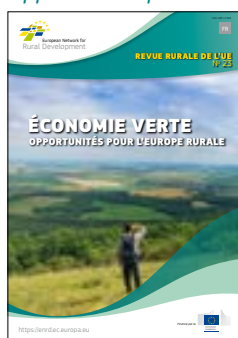
La Revue rurale de l'UE est la principale publication thématique du REDR. Elle présente les dernières avancées et connaissances sur une thématique particulière ayant trait au développement rural en Europe. Les thèmes vont de l'entrepreneuriat rural et de la qualité alimentaire au changement climatique et à l'inclusion sociale. Elle est publiée deux fois par an en six langues (EN; FR; DE; ES; IT; PL).

*No.24 – Réinventer les opportunités commerciales en milieu rural*



KF-AJ-17-001-FR-C

*No.23 – Économie verte – Opportunités pour l'Europe rurale*



KF-AJ-16-023-FR-C

*N° 22 – Des chaînes d'approvisionnement intelligentes et compétitives pour les produits alimentaires et les boissons*



KF-AJ-16-022-FR-C

## BROCHURE DES PROJETS FEADER

Le REDR publie des brochures présentant des exemples intéressants de projets financés par le FEADER. Chaque numéro met en évidence des exemples de projets fructueux sur une thématique particulière du développement rural. L'objectif des brochures est de mettre en lumière les réalisations du FEADER et d'inspirer des projets futurs. Elles sont publiées en six langues (EN; FR; DE; ES; IT; PL).

*Soutenir les entreprises en milieu rural*



KF-AP-17-002-FR-C

*Transition vers des économies rurales plus vertes*



KF-04-17-108-FR-C

*Intégration des migrants et des réfugiés*



KF-01-16-688-FR-C

## COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

### Publications gratuites:

- un seul exemplaire: sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- exemplaires multiples/posters/cartes: auprès des représentations de l'Union européenne ([http://ec.europa.eu/represent\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/represent_fr.htm)), des délégations dans les pays hors UE ([http://eeas.europa.eu/delegations/index\\_fr.htm](http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm)), en contactant le réseau Europe Direct ([http://europa.eu/europedirect/index\\_fr.htm](http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm)) ou le numéro 00 800 6 7 8 9 10 11 (gratuit dans toute l'UE) (\*).

(\* Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

### Publications payantes:

- sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

# Le REDR en ligne



Mettez un « J'aime » à la page Facebook du REDR



Suivez @ENRD\_CP sur Twitter



Regardez les vidéos EURural sur YouTube



Rejoignez le groupe de discussion LinkedIn du REDR



ENRD Contact Point  
 Rue de la Loi/Wetstraat, 38 (bte 4)  
 1040 Bruxelles/Brussel  
 BELGIQUE/BELGIË  
 Tel. +32 2 801 38 00  
 info@enrd.eu



Office des publications

<https://enrd.ec.europa.eu>



European Network for Rural Development